

La Flandre dévoyée

Les dossiers de l'association Tegaere Toegaen

Sommaire

Introduction

Sources du "régionalisme" d'extrême droite (jusqu'en 1945)

La transition : la longue marche des héritiers (1945-1977)

L'association Menchen lyk Wyder, étude d'un certain "régionalisme" contemporain : de la nouvelle gauche à la Nouvelle Droite (1977-1981)

Dernier avatar du "régionalisme" d'extrême droite, le PFF persiste et signe

Conclusion

Bibliographie

Supplément gratuit :

E Dejonghe : Aspects de la propagande allemande dans le Nord Pas-de-Calais en 1940

Introduction

Ce dossier est le résultat d'une réunion publique organisée par l'association Teraere Toegaen à la mairie de Wormhout en 1984.

Afin de permettre leur publication, les diverses interventions ont été remaniées, complétées et actualisées.

"La Flandre dévoyée" ne présente qu'une face de la revendication flamande, celle des mouvements d'extrême droite. Il nous semble nécessaire de faire tomber le masque de ces mouvements afin que personne ne puisse être trompé ou manipulé. Il sera désormais clair que les personnes qui collaborent avec ces mouvements ne pourront plus prétexter l'inconscience ou la méconnaissance de ce qu'ils proposent. L'histoire nous montre que beaucoup de gens ne deviennent conscients des dangers de l'extrême droite qu'après avoir fait "un bout de chemin" avec elle. L'un des objectifs de ce dossier est de leur éviter cette expérience douloureuse qui se traduit concrètement par l'écœurement et le rejet de toute position revendicative pour la Flandre et ses habitants.

Les personnes sensibilisées aux problèmes de la Flandre doivent savoir que des mouvements différents existent. Les uns tournés vers le passé, d'autres, tel Tegaere Toegaen, tournés vers l'avenir.

Tout n'est donc pas perdu pour la revendication flamande démocratique.

Sources du "régionalisme" d'extrême droite (jusqu'en 1945)

Liutprand de Crémone, collaborateur de l'empereur Otton écrivait, au lendemain de la fondation du "Premier Reich" (962) : « *Nous autres les Lombards, Saxons, Francs, Lotharingiens, Bavaois, Souabes, Burgondes, nous avons un tel mépris pour les Romains que lorsque nous cherchons à exprimer notre colère, nous ne trouvons pas de terme plus injurieux pour insulter nos ennemis que celui de Romains ; ce mot désigne pour nous tout ce qui est ignoble, lâche, sordide, obscène...* ».

On trouve également dans Le Lion de Flandre (novembre 1942) : « *Nous méprisons tellement les Romains que l'invective la plus grosse que nous employons envers nos ennemis, lorsque nous sommes en colère, n'est autre que Roman.* »

Comment à mille ans d'intervalle a-t-on exhumé cette citation ?

Cette rapide analyse essaiera de montrer l'origine et l'évolution d'un certain type de "régionalisme" d'extrême-droite encore présent de nos jours.

Liuprand de Crémone manifestait l'importance et la conscience d'appartenir à une même communauté linguistique face à la latinité. C'est l'époque où naquit l'idée de la supériorité de l'élément germanique et de la langue germanique. C'est celle aussi où l'on va jusqu'à dire qu'Adam parlait allemand.

Pendant plusieurs siècles, la langue devient de plus en plus synonyme de race. Et six siècles plus tard, la prétendue supériorité raciale devient l'un des éléments moteurs du nationalisme allemand. Luther participe à ce mouvement.

Dans "A la noblesse chrétienne de la nation allemande" (1520), il oppose les Allemands d'avec les Romains, les Latins. Les peuples germaniques sont décrits comme virils et les peuples latins comme efféminés, c'est l'époque du culte de la puissance. Le luthéranisme devient la religion "nationale", l'allemand (grâce à la Bible de Luther) devient la langue nationale.

Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, ce sont les Pays-Bas, riches et indépendants, qui deviennent le principal centre du culte de la langue germanique. En même temps que la constitution des Pays-Bas, c'est la naissance du nationalisme néerlandais et le début de la constitution d'une langue nationale débarrassée de ses liens avec l'allemand, le néerlandais, que l'on commence à appeler de ce nom et plus bas allemand.

Le culte de la langue nationale était au Pays-Bas, au temps de leur splendeur, une affaire sérieuse. C'est ainsi que l'on voit Hugo Grotius, dans un poème consacré à la Linga Germanica, louer celle-ci de ne pas avoir été imposée par un vainqueur à des populations soumises (comme le latin) et d'être restée pure de toute contamination étrangère. (On peut rapprocher ceci de ce qui est dit dans "Le néerlandais" de O. Vandeputte et J. Fermaut (1981) : « *A l'inverse, jusqu'au XX^e siècle, les dialectes de Flandre ont vécu morcelés et dominés par une culture étrangère ; ces dialectes ont subi la contamination de cette langue et voie de conséquence le néerlandais standard de Belgique continue de pâtir de cette influence abâtardisante* »)

L'eugénisme linguistique est très lié à l'eugénisme racial. Quelques auteurs allemands au XVIIIe siècle célébraient déjà la pureté de la "race germanique", accusaient les mœurs chrétiennes d'avoir porté atteinte à cette pureté ou suggéraient même des mesures légales pour la restaurer.

Une fureur purificatrice commença bientôt à se dépenser pour la protection de la langue maternelle, aussi bien en Allemagne qu'aux Pays-Bas.

C'est aussi au XVIIIe siècle que l'on voit apparaître pour la première fois les noms des vieilles divinités germaniques : Woder, Freya et Ostara (Cf paganisme de la Nouvelle Droite)

Le poète Klopstock devint le grand popularisateur de la mythologie ancestrale (1766-1768). Klopstock faisait aussi la différence entre deux sortes d'étrangers non-allemands : les "Ausländer" de souche *welche* (non-aryenne) et les "Altfrancken" de souche germanique. C'est le signe de naissance du pan-germanisme.

Les jeunes romantiques allemands, commencent à célébrer la mission universitaire allemande, une élection qui implique le sentiment d'une communauté d'origine, mais qui se veut d'abord foncièrement pacifique. C'est en 1803 que se situe le début de l'idée d'un grand empire allemand et de la lutte de la Germanie pour regagner les territoires de l'Ouest conquis par Louis XIV.

Konstantin Franz, sous le gouvernement de Bismarck oppose la notion française centralisatrice au fédéralisme pan-allemand. On émet l'idée de créer un état tampon dans le Nord de la France sous la domination allemande.

Le XIXe siècle est la période du grand développement technique et scientifique. En particulier en biologie, en ethnologie, en linguistique et en psychologie.

« Le vieux fond romantique, anciennes tendances historicistes, l'ancienne théorie de l'origine inconsciente de la nation, le thème des forces vivantes - ces forces qui sont l'âme populaire - trouvent ainsi une légitimation scientifique. On voit alors réapparaître, modernisés et adaptés aux impératifs de la société de masses, habillés d'une terminologie nouvelle et nourris des dernières découvertes scientifiques, les principes de la subordination de l'individu à la collectivité et de l'intégrité du corps national »

(Zeev Sternhell, la droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme 1885-1914)

Ce sont les déviations de toutes ces sciences qui, conjuguées, permettront au mythe aryen de prendre naissance.

Le grand propagateur du mythe indo-germain ou aryen fut Jakob Grimm (Histoire de la langue allemande, 1848). Il est à noter que Grimm ne se servait ni du terme aryen, ni de celui d'indo-germain, à Germanie il préférait *Deutsche*, pour désigner les allemands, dans lesquels il englobait les Francs, les Burgondes et les Langobards.

La germanomanie qui naît en Allemagne en 1780 s'étend en France dans le deuxième quart du XIXe siècle. La génération de 1850 est celle de Darwin, Gobineau et Wagner. Les influences de Grimm et de Darwin sont particulièrement importantes. Darwin est celui à qui l'on doit la théorie évolutionniste reprise par Spencer, créateur de l'idée de "survie du plus fort" et Gobineau a écrit en 1856 "l'Essai sur l'inégalité des races humaines". Zeev Sternhell écrit de Gobineau : « sa science n'était pour lui qu'un moyen de satisfaire sa haine de la démocratie et de la Révolution ».

Le 10 avril 1853 naît à Dunkerque le Comité Flamand de France. Plusieurs facteurs peuvent décrire le climat de cette naissance :

- La naissance du mouvement flamand de Belgique (Henri Conscience publie "Le Lion de Flandre" en 1838, Jan Frans Willems, "père du mouvement flamand" meurt en 1846),
- La cassure du XIXe siècle, par le développement de l'agriculture et de l'industrie. C'est la disparition d'un monde rural et la naissance d'un monde industriel donc de l'urbanisation, ce qui entraîne une perte des "racines". Tout ceci crée une vogue pour le patrimoine historique et la langue flamande,
- En 1833, c'est l'interdiction du flamand dans l'enseignement, celui-ci étant considéré (parce qu'utilisé comme tel par le clergé) comme la langue du conservatisme opposé à la République,
- L'influence intellectuelle de Grimm et Darwin.

« La révolution darwinienne imprègne profondément l'atmosphère intellectuelle de la seconde moitié du siècle, elle nourrit des formes de nationalisme et d'impérialisme très diverses, mais se caractérisent toutes par leur brutalité et leur agressivité, leur culte de la vitalité, leur goût de la force et cela va de soi, leur profonde aversion de la démocratie »

(Zeev Sternhell)

Ce jugement serait trop sévère en ce qui concerne le Comité Flamand de France qui entrerait plutôt dans le courant légitimiste, anti-laïciste, catholique et anti-républicain. La brutalité et l'agressivité n'ont jamais été à l'ordre du jour du CFF. Mais il est vrai que la quasi totalité de ses membres étaient de la tendance contre-révolutionnaire. Mais le CFF a toujours eu une attitude extrêmement méfiante face au pan-germanisme.

« Le Comité Flamand du XIXe siècle et du début du XXe siècle ne regroupait guère que des conservateurs, représentants de la bourgeoisie conservatrice, clergé réactionnaire, qui, dans la plupart des cas, supportaient à contre-cœur la République... Il va de soi que le radicalisme et le socialisme y sont totalement absents, mais même la démocratie chrétienne, le catholicisme libéral et républicain y sont rejetés par une grande majorité »

(Éric Defoort, Une châtelaine flamande, p. 25)

Dans ses statuts, le Comité Flamand ne s'intéresse qu'à la langue : *« pour eux, la langue était quelque chose de saint... »* (M. Nuyttens, PBF, p 96)

L'idée pan-germaniste se développe pendant tout le XIXe siècle et jusqu'à la première guerre mondiale. A la suite de la guerre de 1870, certains (Treitschke) proposaient de rattacher la Flandre française à la Belgique.

Fritz Bley (1897) écrit : *« Le poing allemand a cinq doigts : les Flamands, les Boers, les Hollandais, les Hauts-Allemands et les Bas-Allemands mais le poing allemand peut se serrer et frapper quand la colère le fait frémir. Et où il passe, l'herbe ne repousse plus. »*

Cette citation peut être rapprochée de celle que reprend Pascal Ory dans "Les collaborateurs (1940-1945)", tirée d'une publication du Vlaamsch Verbond de Jean-Marie Gantois :

« *Francs, Flamands, Frisons sont des prénoms, Germains est le nom de famille* »

En 1955, Gantois écrivait encore :

« *Franc, Saxon et Frison
Ne sont que des prénoms,
C'est Thiois le nom de famille* »

De Zuidelijkste Nederlanden, p. 274

Remarquez la substitution du terme "Germain" par "Thiois". À une autre époque, un autre vocabulaire, mais toujours la même idée.)

Au début du XXe siècle, la Ligue Pan-Germaniste défend le caractère germanique de toutes les minorités ethniques. Karl Lamprecht en 1913, lance pour la première fois l'idée d'un état thiois.

Après la première guerre mondiale, le national-socialisme abandonne le pan-germanisme pour opposer la notion française d'Etat-Nation à celle allemande d'Etat-Peuple. La géopolitique est alors animée par les "lois" de la race, du sang et de la terre.

Un avatar régionaliste directement maurassien est la Revue des Flandres qui paraît en 1906-1907.

Dans cette revue, on se déclare contre les idées du Siècle des Lumières et la Révolution. C'est une sorte de synthèse d'anti-rationalisme, de racisme et de nationalisme. Il fallait « *faire la pathologie de la race, examiner les tares de la société contemporaine et les causes profondes des décadences européennes, combattre la dépravation de mœurs et l'actuelle veulerie des masses...* »

Le président d'honneur en était Barrès et les liens existaient avec l'Action Française et avec Drumont, auteur plus tard de l'ouvrage raciste : "La France Juive".

Dans ce mouvement, le régionalisme est l'instrument nécessaire pour une renaissance du peuple français, pour "mettre un terme aux conséquences lamentables de la Révolution de 1789". C'est un régionalisme où l'on défend la langue française, où l'on a des réactions anti-flamingantes vis à vis des problèmes linguistiques en Belgique.

Ainsi en 1906 : « *Eux aussi commencent à proclamer dans leurs journaux que les Flamands et les Hollandais sont des Bas-Allemands et que ces deux pays ainsi que la Flandre Française, l'Artois et la Suisse devraient faire partie du grand Empire Allemand* ».

C'est une réaction nationaliste et impérialiste à un autre mouvement nationaliste et impérialiste. On réagit en écrivant : « *A rebours pourquoi ne proclamerions nous pas que ce sont les Flandres belges et la Wallonie belge qui devraient faire partie d'une France fédéraliste ?* »

Parmi les membres de la rédaction on trouve en 1906 :

Auguste Angellier, J. K. Huysmans, E. Verhaeren ainsi que Camille Looten (président du Comité Flamand de France). Celui-ci disparaît de la rédaction en 1907.

Les liens du régionalisme de cette époque avec l'extrême-droite française maurassienne ne sont pas rares.

Ainsi le Chanoine Lecroart, fondateur du premier Cercle d'Etude Flamand en 1919 (en réaction après la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905) et fondateur de "De Vlaemsche Stemme van Vrankryk (1923-1926) ainsi que en 1923 de l'Union des Cercles Flamand de France (Président d'Honneur : Camille Looten, Président : Jean-Marie Gantois), participe-t-il le 25 Novembre 1925 à la Journée régionaliste et familiale où le régionalisme et un certain catholicisme réactionnaire y allaient la main dans la main et où la grande majorité des interventions furent dirigées contre la politique laïciste du gouvernement Herriot.

Là encore, les organisateurs, Achille Glorieux et Jules Van den Driessche (avocat à Tourcoing) avaient des liens ouverts avec Maurras et l'Action Française.

En outre, Achille Glorieux, industriel roubaisien, aida financièrement le courant régionaliste dans le Nord de la France après la première guerre mondiale. Lui qui milite dans le mouvement pour les familles nombreuses, participe également aux congrès annuels du Vlaamsch Verbond van Frankrijk créé en 1926. Il permet même à Gantois, par son aide financière à se rendre au 15ème congrès de Bleun Brug (dirigé par l'Abbé Perrot, exécuté par des résistants à la fin de la deuxième guerre mondiale) du 8 au 10 septembre 1925 à Guingamp.

Comment peut-il y avoir convergence entre "régionalistes" et "contre-révolutionnaire" ? Un point commun, c'est le côté réactionnaire, un autre peut être éclairé par ces citations de Barrès : « *il n'y a de justice absolue qu'à l'intérieur de la même espèce* » « *je me révolte si la loi n'est pas la loi de ma race* », dit Barrès qui prêche ainsi pour une sorte de nouveau tribalisme. L'"espèce" et la "tribu" n'étant pas la même pour les uns et pour les autres.

C'est en 1926 que l'Union des Cercles Flamands de France devient le Vlaamsch Verbond van Frankrijk à la suite des contacts que Gantois et ses seconds, Marcel Janssen et Justin Blanckaert entretiennent avec les flamingants de Belgique à partir de 1925. Ceux-ci ainsi que Gantois, n'espéraient pas grand chose du Comité Flamand de France "trop peu activiste, trop suranné et trop peuplé de vieux amoureux de l'Histoire". Dans des lettres de 1926, 1927 et 1928, Camille Looten, Président du Comité Flamand de France ne cache pas qu'il aida à la création du Vlaamsch Verbond. En 1933, Vital Celen exprime sa conviction que la Flandre (au sens large) doit former une entité avec la Flandre belge et les Pays-Bas (ce qui était aussi l'avis de Gantois). Entre 1934 et 1935, des tentatives ont lieu pour aider financièrement le Vlaamsch Verbond par les flamingants de Belgique, mais les organismes qui devaient le faire n'ont jamais réussi à décoller : Michiel de Swaensfonds et Zannekin genootschap (une dizaine de membres). En 1935, selon Léo Pleyern, l'Allemagne devait libérer les minorités opprimées qui en Flandre comme en Alsace-Lorraine luttèrent au nom de leur "Germanité". En 1937, Fred Moysse, agent de l'Abwehr, supervise de Paris la Revue Peuples et Frontières, éditée à Rennes, à laquelle collabore Gantois et qui est dévolue au combat pour les "peuples opprimés d'Europe occidentale", avec une particulière prédilection pour ceux dont l'opresseur s'appelle la France et le Royaume-Uni.

« *L'appareil subversif nazi a joué son rôle dans le développement, à la veille de la guerre, de l'information mutuelle et de la solidarité politique entre tant de mouvement aux objectifs analogues et à l'ennemi commun. En 1927, Robert Ernst, animateur de l'Organisation des Alsaciens-Lorrains du Reich, avait réussi à susciter autour des séparatistes alsaciens un Comité des Minorités Nationales de France, où la Flandre côtoyait la Corse, "cette province", dira un journal séparatiste flamand (Le Lion de*

Flandre, sept. 1941), "qui a choisi une tête de nègre pour son blason", la Bretagne, la Catalogne". » (P. Ory)

Herman von Bothmer élargit la notion de Flandre jusqu'à la Somme en 1940. Là où vit *"un peuple germanique qui, malgré une forte francisation et une appartenance depuis trois siècles à un pays latin a su préserver ses propres particularités"*. Les Nazis aspiraient à constituer un grand état néerlandais à la solde de "l'Empire germanique de la nation Allemande".

Hitler (1939) : *« L'époque de petits Etats est maintenant passée, je vais forger à l'Ouest une union d'Etats vassaux avec la Hollande, la Flandre et le Nord de la France ».*

La Somme devait servir de frontière naturelle entre les pays germaniques et latins. cette revendication entre en concordance avec celle du Nationaal Socialistisch Bund aux Pays-Bas, du Vlaamsch Nationaal Verbond en Belgique et du Vlaamsch Verbond van Frankrijk en France.

Le Vlaamsch Verbond entretenait d'ailleurs des liens avec le Vlaamsch Nationaal Verbond depuis 1933, qui lui-même de son côté tissait des liens avec l'Allemagne nazie.

Le Nord-Pas de Calais devint donc, après l'armistice de 1940, "zône interdite" et fut rattaché au commandement militaire de Bruxelles. L'objectif était d'abord de mettre la main sur une région industrialisée afin d'affaiblir la France, de créer un état face à l'Angleterre et enfin il y avait une motivation ethnique.

Ces ambitions d'annexion échouèrent pour diverses raisons. D'abord, les Allemands devaient éviter de s'aliéner un gouvernement qui leur était favorable, le gouvernement de Vichy, il craignaient ensuite la réaction de la population qui risquait de se tourner massivement vers De Gaulle et enfin ils furent plutôt échaudés par cette même politique en Flandre belge.

Début décembre 1940, Gantois est reçu à l'OFK (Oberfeld Commandantur) 670 à Lille, où il remet une lettre à Hitler au nom des "Flamands de France", qui est un serment d'allégeance sans équivoque. Ainsi on peut y lire :

« Führer,

Nous, Flamands de la France du Nord, qui avons pu suivre de loin seulement, mais avec sympathie, la lutte du Reich allemand, pour son unité raciale ...`

... vous, Adolphe Hitler, êtes devenu, par votre action et votre combat, en cette période décisive de l'histoire mondiale, le Führer de tous les Germains.

... Notre travail appartient à la nouvelle Germanie, notre génération va au peuple allemand, notre confiance et notre amour à vous, Adolphe Hitler. »

Ainsi qu'un dossier qui affirme en conclusion : "Nous sommes des Bas-Allemands et nous voulons faire retour au Reich".

Peu après, le Vlaamsch Verbond reprenait ses activités, avec l'appui financier des Allemands. Mais, Gantois n'est pas satisfait des arrangements auxquels il est arrivé avec des allemands qui n'ont pris au sérieux, ni lui, ni son mouvement, trop peu représentatif des sentiments des habitants du Nord-Pas de Calais. Alors, il se tourne vers la Propagandastaffel et les SS, jouant sur les dissensions entre l'Abwehr et la SS. Mais après diverses péripéties, une décision définitive est prise, le VVF se limitera à une action "culturelle" avec l'aide financière des Allemands. Les journaux De Torrewachter et Le Lion des Flandre reparaissent donc avec la bénédiction des Allemands.

Le 8 octobre 1941, est lancé par André Cauvin, ami de Gantois et membre du VVF, le quotidien : La Vie du Nord qui tire à 40.000 exemplaires.

Dans Le Lion de Flandre, on retrouve l'idéologie du XIXe siècle qui a été développée plus haut et qui est aussi celle des Nazis :

- inégalité des races humaines,
- supériorité de l'élément germanique
- rejet des notions de classes pour celle de peuple, ethnie, race,
- rejet de l'individualisme...

On peut, entre autres, y lire des textes de Brassilach et Drieux La Rochelle.

Une des thèses du VVF était : « *Celle de l'"indifférence" de Vichy pour le Nord* » qui « *sert d'amorce à des insultes de tonalité raciste : la France est méridionale, enjuivée, plus attentive au "nègre" et au "bicot" qu'au Libre Flamand. Face à la stérilité du baroque et du classicisme, des "grécolâtres" et des "latinolâtres", parmi lesquels Maurras, on exalte la vitalité des peuples babares, du Saint-Empire, de l'Art gothique, on s'annexe l'abbé Lemire et jusqu'à Roger Salengro, on célèbre le "futur rôle économique des Flandres dans l'Europe nouvelle", promesse d'une deuxième âge d'or flamand* ».

(Pascal Ory)

Mais Eric Defoort ajoute (Une Châtelaine flamande, p. 64) : « *Ces jugements négatifs sur Maurras sont d'une inspiration exclusivement nationale flamingante. Ils ne visent en aucune manière tout le bagage idéologique contre-révolutionnaire de l'Action Française, que la plume des flamingants du Verbond laisse rigoureusement intact* »

Parcourons un peu plus loin les déclarations de Gantois, le leader incontesté du VVF. Pour qui sait lire entre les lignes ou bien a en main les documents dans lesquels Gantois s'exprime librement, il est difficile de placer ce personnage ailleurs qu'à l'extrême droite. Et ceci dès bien avant la collaboration ouverte avec l'Allemagne nazie. Ainsi l'anti-individualisme et la nécessité de la sujétion de l'individu à la collectivité sont présents déjà au moins depuis 1930, date à laquelle l'extrait suivant est écrit : « *Le principe de l'indépendance absolue de l'individu, dégagé de toute sujétion, libre de toute contrainte, maître de lui et son seul maître, a progressivement déroulé ses conséquences logiques... Le XIXe siècle, dont toute la "stupidité" consista à récolter les fruits semés aux siècles précédents, poursuivit l'œuvre funeste en instaurant le libéralisme économique à côté du libéralisme doctrinal. La laïcisation intégrale dont nous sommes témoins auourd'hui n'est que le terme de cette implacable évolution...* ».

(cité par E. Defoort, Une châtelaine flamande, p 64)

Quant au racisme accompagné d'anticommunisme, cet extrait de 1939 est tout à fait révélateur : « *L'invasion métèque est une horreur. On prend des décrets-lois qui empêchent toute critique contre les Juifs, les Arabes, les Levantins, les Nègres - contrôlent les ressources suspectes de la presse - qui interdisent la distribution de publications de provenance et d'inspiration étrangère... Mais les Espagnols marxistes, les Juifs allemands, autrichiens, tchèques, et les "démocrates" italiens, etc... font la loi chez nous. mais personne ne s'inquiète des ressources de L'Humanité et de la comptabilité des innombrables organisations communistes. Mais personne ne se soucie de la propagande russe et moscovite qui déferle chez nous* »

(E. Defoort, p 73)

Le séparatisme, lui, fait son apparition publique dans les circonstances que Gantois pense favorables de l'occupation : « *Le vainqueur allemand doit continuer sur sa lancée et détacher définitivement de la France cette partie historiquement germanique, pour l'incorporer dans un ensemble thiois, qui à son tour prendra finalement sa place au sein d'un monde germanique réorganisé* »

(cité par E. Defoort, p 89)

Cette proposition va exactement dans le sens de ce que souhaitait le VNV en Flandre belge et qui était encouragé par les Allemands.

Cette "partie historiquement germanique" à laquelle Gantois fait référence, ce n'est pas la Flandre française de langue flamande, ce n'est pas même l'ensemble du département du Nord. Cette région comprend le Nord, le Pas-de-Calais et même une partie de la Picardie jusqu'à la Somme. Rien de moins. Mais on a vu qu'il suit en cela certaines idées qui courraient en Allemagne avant guerre. Mais pour pouvoir passer de la Flandre française de langue flamande aux "Pays-Bas français" il fallait trouver une autre justification que la langue flamande. Voilà donc pourquoi Gantois s'est lancé sur la piste ethniste. Toutes ces populations ne font donc pour lui qu'une seule ethnie, une seule "race".

Mais des positions racistes, Gantois les exprimait déjà bien avant guerre. En prenant bien sûr certaines précautions de langage ou même en se dissimulant derrière un pseudonyme (une pratique qu'il utilisera fréquemment). Ainsi en 1936, il écrit un livre sous le titre évocateur : "Le règne de la race" qu'il signe du nom d'Arnold Decléene. « *Gantois y affirme ouvertement que "la théorie de supériorité de la race aryenne dans l'ordre humain est l'évidence même..."* »

(E. Defoort, p 81)

A la panoplie idéologique, l'affirmation bien connue de n'être "ni à droite, ni à gauche", si commune dans les mouvements de droite et d'extrême-droite, n'est pas absente.

« *Notre mouvement de renaissance régionaliste ne se place "ni à droite, ni à gauche, ni même au centre, mais en dehors et au-dessus de tous les partis". A cet égard le Verbond s'apparente à tant de mouvements régionalistes et nationalistes à l'intérieur de l'hexagone de l'entre-deux-guerres avec leurs : "ni rouge, ni blanc, breton seulement", Monarchie ? République ? Catalogne !", et ainsi de suite. Ils se désintéressent, en principe, des clivages politiques qui ne concerne que l'Etat Central, et affirment qu'ils représentent toutes les classes et toutes les tendances, et qu'ils sont l'expression d'un peuple tout entier plutôt que d'une organisation. Mais de fait, ils se classent objectivement à droite car, promouvoir l'idée d'un "Front national" implique le rejet de l'idéologie de gauche, qui, par le moyen de l'antagonisme des classes veut briser cette "union sacrée du peuple" à l'avantage d'un "Front populaire"... Cette absence totale des partis va de pair avec la présence non moins totale, envahissante, de l'idéologie "réactionnaire" de la droite traditionnelle française des années trente. En ce sens, le Verbond n'est ni à gauche, ni au centre, ni en dehors, ni au dessus, mais bel et bien à droite* »

(E. Defoort, p 60)

Mais le mouvement qui a fait abondamment référence à la position "ni droite, ni gauche", c'est le fascisme. Ce fascisme auquel les idées de Gantois ressemblent beaucoup, alliance des classes sociales, rejet aussi bien du libéralisme que du marxisme, la démocratie origine de tous les maux... Zeev Sternhell dans "Ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France" (p 240) cite l'explication du slogan que fait Pierre Andrieu, intellectuel fasciste :

« *En disant ni droite, nous renions l'alliance déclarée des partis de droite et du capitalisme pour mieux souvegarder les valeurs spirituelles dont les gens de droite sont les faux gardiens. En disant ni gauche, nous renions l'alliance sournoise des partis de gauche et du capitalisme et les fausses valeurs spirituelles (démocratie, individualisme) qu'ils défendent* »

Le nom de membres du VVF maintenant disparus font périodiquement leur réapparition, même actuellement. Ainsi :

- Marcel Janssen (1903-1963) écrit sous seize pseudonymes différents. Prêtre, vice-président du VVF, secrétaire à la rédaction du *Torrewachter* (journal du VVF) et trésorier du *Dauidsfonds* dont Camille Looten (Comité Flamand de France) était le président. Arrêté en 1946 et condamné à 10 ans d'indignité nationale et d'interdiction de séjour dans le département du Nord.

- Justin Blanckaert (? 1942) président du VVF

- Pierre Blanckaert (1896-1944), président du VVF de 1942 à 1944

- Nicolas Bourgeois (1897-1982) se rendit avec Gantois à l'OFK 670 de Lille pour y rencontrer les Allemands en décembre 1940. Juriste, ancien élève de l'E.N.S. Par la suite, dans les années récentes, membre du comité de parrainage de la revue "Nouvelle Ecole" du GRECE (mouvement fondateur de la Nouvelle Droite). Il écrit en 1927 "Le Fédéralisme et la Paix".

Quelle est l'importance du *Vlaamsch Verbond* pendant l'occupation ?

Le *Lion de Flandre* (avant-guerre) 180 abonnés) n'en a guère plus de 300 en France en février 1944, presque autant en Belgique et aux Pays-Bas.

En 1943, le mouvement *Zannekin-Arbeidsgemeenschap voor Vlaanderen*, groupement nazi de Flandre belge se charge de placer des abonnements au *Lion de Flandre* dont il est le correspondant dans ce pays. Jean-Marie Gantois a d'ailleurs fait en janvier 1942 une série de conférences en Belgique à la demande de ce mouvement. L'Institut Flamand créé à Lille annonce 8.000 inscriptions mais on ne dépasse jamais le nombre de 50 auditeurs aux conférences.

À l'exception de quelques curés de campagne, le recrutement du VVF est très urbain et même, en fait, limité à la conurbation lilloise. Les professions libérales et les intellectuels formés par les facultés catholiques l'emportent sur les commerçants et les artisans.

Les jeunes du mouvement organisent d'anodines veillées folkloriques mais vont aussi se recueillir sur la tombe de Joris van Severen, selon les uns exécuté par les Français, selon les autres assassiné par des soldats saouls en 1940 à Abbeville, où ils peuvent tout à loisir saluer à l'hitlérienne et scander des slogans anti-français. La seule conférence qu'ils organiseront sera faite sur le thème : "Pourquoi nous sommes racistes".

En 1943, les plus activistes font scission et entrent dans le SS (camps d'Anvers et Marquette en Ostrevant) et la NSKK (Corps motorisé national-socialiste), car en 1943 « *L'idée avait alors germé dans les milieux SS, de confier le maintien de l'ordre à l'arrière du front, à une formation d'Allgemeine SS qui regrouperait, en un seul corps, la Légion Wallonne cantonnée dans les mines, la Brigade NSKK en garnison à Haubourdin et les volontaires des partis collaborateurs* »

(E. Dejonghe, p 57)

En septembre 1944, Gantois, avec une douzaine de ses amis, est arrêté et transféré à la prison de Loos. Le procès du *Vlaamsch Verbond* s'ouvre à Lille en décembre 1946. Gantois n'est condamné qu'à cinq ans de réclusion grâce (selon Jacques Fermat du Cercle Michel de Zwaan dans une interview sur radio Uylenspiegel) aux faux témoignages de prêtres.

Le Groupe de Recherche et d'Étude sur la Civilisation Européenne. Fondé en 1968 par Alain de Benoist (ex Jeune Nation, MNP et Fédération des Etudiants Nationalistes), il regroupe des intellectuels de la Nouvelle Droite : Dominique Venner (ex de Jeune Nation, OAS, Europe Action, MNP, ...) Jean Claude Valla (ex Europe Action, FEN, MNP, rédac chef du "Figaro-Magazine"), Jean Mabire (ex d'Action Française, collaborateur de "Minute" et "National Hebdo", auteur d'ouvrages de réhabilitation des Waffen SS) et Jean Claude Rivière (prof de grammaire en fac à

Nantes, membre du jury qui a attribué "très bien" à la thèse négationniste d'Henri Roques). C'est une sorte de laboratoire des théories de l'extrême droite. On prône les valeurs indo-européennes (anti-sémitisme, anti-christianisme, paganisme, sélection naturelle, apologie de la force) par opposition au libéralisme, marxisme, cosmopolitisme... Le GRECE est ethno-différencialiste (chacun chez soi), tout comme la secte Nouvelle Acropole. Il publie "Nouvelle Ecole" et "Eléments", dans lesquels on trouve des articles de Roland Gaucher, collabo en 40, élu FN en 92 en Franche Comté, ou Frantz Altheim, ancien collaborateur d'Himmler, tout autant que des textes d'auteurs communistes décédés comme Souvarine ou Gramsci. Le GRECE joue sur les ambiguïtés et se déclare prêt à voter PC pour barrer la route au libéralisme puis à mener le combat anti-communiste. Il se veut indépendant de toute structure politique et n'hésite parfois pas à critiquer le FN alors même que nombre de ses membres y sont aussi. (source)

Joris van Severen (1894-1940) fonde en 1931 le Verdinaso qui s'affiche anti-démocratique et qui veut la restauration d'un Etat bourguignon qui comprendrait la Belgique et les Pays-Bas. Le Verdinaso est considéré comme le groupe fascisant type dans la Belgique de l'entre deux guerre

La transition : la longue marche des héritiers (1945-1977)

En décembre 1946, c'est l'ouverture à Lille du procès Gantois. Ce qui devait constituer l'épilogue d'un mauvais roman n'en aura en fait clos qu'un chapitre. En effet, ce procès, grâce entre autres, aux faux témoignages de deux prêtres, se termine par une sorte de victoire morale de Gantois sur le Ministère Public. L'abbé s'en tire avec 5 ans de réclusion alors que le procureur avait demandé la peine de mort. Ce jugement ne pourra donc en aucune façon porter un coup d'arrêt au nationalisme flamingant en France. Au contraire, bien plus tard, certains se serviront de la faible condamnation de Gantois pour tenter de le réhabiliter. Mais, pour l'instant, ce procès a quand même fait du bruit en Flandre et le régionalisme flamand va en subir les conséquences. En effet, pendant deux décennies, faute d'alternative, c'est Gantois qui a symbolisé les régionalisme et, pour les gens du peuple, en condamnant Gantois c'est un peu le régionalisme flamand que l'on condamne. Il sera, dès lors, très difficile de défendre l'identité flamande. C'était sans compter avec l'appui venu de la Belgique.

En 1948 naît le Komitee voor Frans-Vlaanderen (KFV) ou Comité pour la Flandre Française, à Waregem (Belgique). Parmi les fondateurs et les pionniers de ce mouvement, on trouve Luc Verbeke, André Demedts, Vital Celen (grand ami de Gantois et grand propagandiste du VVF en Belgique pendant les années trente). A ses débuts le KFV veut se distancer du mouvement flamand de France trop politisé ("verpolitiekte Frans-Vlaams beweging") et fonde beaucoup d'espoirs sur la renaissance d'une conscience identitaire autour du Chanoine Deswarte et noue des contacts avec un professeur français marxiste chrétien, Pierre Bertheloot, né à Bergues en 1912. Le KFV se fixe comme rôle d'aider et de soutenir (en particulier financièrement) les initiatives régionalistes en Flandre Française. Dans quel but ? Certains n'en savent rien (ou font semblant), mais il y a l'"oncle Vital"...

Simultanément, après la guerre, en France, les anciens du Vlaamsch Verbond se sont groupés en Vlaamse Vrienden in Frankrijk (VVF) et seront rejoints par Gantois. Les VVF ne semblent pas avoir fait beaucoup parler d'eux, du moins en Flandre car ils étaient connus au Conseil de l'Europe. En effet, dans un rapport très officiel sur les "problèmes d'éducation et de culture posés par les langues minoritaires et les dialectes en Europe" présenté par M. Cirici Pellicer en 1980 au Conseil de l'Europe à Strasbourg, on trouvera la phrase suivante : « *En 1974, la Vlaamse Vrienden in Frankrijk a pu obtenir du gouvernement français l'enseignement du flamand comme deuxième langue, une co-officialité pour les documents publics et une certaine place dans la radiodiffusion* ». Une suite d'inepties qui abasourdit. La propagande, la tendance à se faire plaisir et la vérité font mauvais ménage.

En Avril 1952, les Vlaamse Vrienden in Frankrijk, groupés autour de Jean Klaas de St-Omer publient la revue Notre Flandre. « *Cette initiative est l'œuvre presque exclusive de flamingants de Belgique. On retrouve parmi eux des instituteurs et des écrivains catholiques, des prêtres et quelques représentants de la classe moyenne, groupés, à partir de 1948, en un "Comité pour la Flandre Française-Komitee voor Frans-Vlaanderen". Mais il y a aussi un petit groupe de nationalistes flamands, pour la plupart anciens collaborateurs, qui furent, durant la guerre, en Flandre belge les propagandistes infatigables du Verbond et de son abbé Gantois* »

(E. Defoort, une châtelaine flamande, p 114)

Gantois collabore très vite à cette revue, à la demande de ses animateurs. Il hésite d'autant moins qu'il n'attendait que cela pour faire se rentrée. De plus, comme il l'écrit lui-même, « *Notre Flandre s'inscrit dans la ligne du Lion de Flandre* » (E. Defoort, p 115)

Assez vite, Vital Celen fait s'intéresser le KfV à ce petit groupe et le fait ainsi insensiblement évoluer dans une "direction plus ferme" malgré la prudence de certains membres du Comité. En 1952, Gantois écrit à ce propos à Klaas :
« *Laissez moi vous conseiller la prudence à l'égard de Demedts qui n'y connaît pas grand-chose. Le seul homme de format là-haut (à Waregem) ayant compris notre question est l'"oncle Vital"* »

Mais la tentative de Gantois et de Celen de faire évoluer le KfV vers une ligne plus radicale ne va pas sans heurts et en 1956, dans une de ses nombreuses correspondances, Gantois traite le KfV de "Waregem onnozelaars" (les abrutis de Waregem).

Dans les années soixante, Notre Flandre se transforme en Nouvelle Flandre dont le sous titre est : "Revue de la section fédéraliste des Pays-Bas Français".

Le fédéralisme était déjà présent dans Notre Flandre. Mais pourquoi donc ce mouvement s'engage-t-il sur cette voie ?

« *La présence de Gantois et d'autres collaborateurs des années 1940-1944 parmi les fédéralistes n'a rien d'étonnant. Ce fédéralisme européen est une belle occasion pour faire leur rentrée en scène après qu'ils en ont été chassés honteusement. Il leur suffit de supprimer des passages et de déplacer des accents dans un certain discours européen qu'ils tenaient avec conviction dès 1941 !... Et puis, ce n'est pas tous les jours que se présente à eux, dans cette France d'entre 1945 et 1954, un cadre aussi respectable que ce fédéralisme européen pour faire coup double : en plaidant pour le démantèlement de l'Etat-nation - bien sûr pour le plus grand bien de l'Europe - ils prennent une belle revanche sur ce même État qui, lors de l'épuration, les avait condamnés à "l'indignité nationale"... Chez beaucoup de régionalistes français d'entre 1919 et 1945, le fédéralisme européen après la deuxième guerre mondiale, c'est "le chien de leur chienne" qu'ils réservent à la France* »

(E. Defoort, une châtelaine flamande, p 111-112)

De plus le fédéralisme d'après-guerre est divisé en deux courants, l'un de gauche, l'autre de droite particulièrement important en France.

« *Parallèlement à la naissance de groupes de gauche, issue de la Résistance, sont nés différents mouvements fédéralistes dont les principaux thèmes sont : régionalisme, revalorisation des municipalités, retour à un certain corporatisme économique, lutte contre le communisme, combat pour le renouveau spirituel de la France, etc.... Dans sa philippique de novembre 1948 contre le fédéralisme européen en France, Jean-Marie Domenach, directeur de la revue Esprit, lui reproche de se situer trop à droite ; trop de cercles fédéralistes remontent à l'Action Française et servent d'instrument à un anti-communisme farouche* »

(E. Defoort, p 111)

Il n'est donc pas étonnant que Gantois et ses amis se situent à l'intérieur d'un tel courant dont les idées sont pour le moins fascisantes.

Un peu après c'est la parution de la revue Le Courrier Lillois, organe des étudiants fédéralistes (des facultés catholiques) où certains ont fait leurs premières armes.

En 1971, ces groupes fédéralistes se fondent dans le Cercle Michel de Swaen. Ce cercle se donne pour objectifs « *l'illustration de la personnalité de la Flandre Française et la promotion des valeurs culturelles flamandes et de la langue néerlandaise, forme littéraire du flamand* ». L'action de ce cercle consistera surtout à

lancer des cours de néerlandais où se font les adhésions. Cependant, très rapidement, bon nombre d'adhérents le quitte, comprenant où ils ont mis les pieds. Ce groupe est le produit de l'alliance des deux courants, la Nouvelle Droite, issue du maurrassisme et le catholicisme traditionaliste.

Le Cercle Michel de Swaen connaîtra vers le milieu des années 1970 une seconde hémorragie qui le laissera exsangue. De jeunes adhérents en mal de militantisme activiste l'estimeront trop peu actif. Ne pouvant dissimuler leur impatience, ils n'hésiteront pas à rejoindre les courants de centre gauche pour fonder un mouvement plus dynamique sous couvert de progressisme. Une devise empruntée au syndicalisme, après transformation, servira de thème de ralliement "Vivre, décider et travailler en Flandre". Plus d'un se laissera séduire...

L'association Menchen Lyk Wyder, étude d'un certain "régionalisme" contemporain : de la nouvelle gauche à la Nouvelle Droite

La troisième partie de ce dossier sera l'illustration concrète des évolutions décrites dans les premières parties de ce dossier. Elle portera sur l'association Menchen Lyk Wyder, mouvement qui, après avoir réuni les conditions et les chances d'un succès non négligeable, meurt pour donner naissance à un parti nationaliste flamand. Certes, elle n'est pas seule engagée dans cette aventure puisque l'y accompagne le Cercle Michel de Swaen, mais l'ancienneté de la mise en sommeil de cette dernière, sa faiblesse numérique, le rend peu significatif du mouvement des idées régionalistes de la seconde moitié des années 70. Menchen Lyk Wyder symbolise et résume toutes les tendances, les vicissitudes, les ambiguïtés des mouvements régionalistes de droite. A ce titre, elle constitue un échantillon parfaitement représentatif et donc une base de travail correcte.

Outre l'objet de l'observation, il convient de préciser la méthode selon laquelle elle a été menée. Afin d'exclure autant que faire se peut, les inspirations subjectives, il s'agira de faire s'exprimer les "acteurs" eux-mêmes ; aussi l'analyse se fondera-t-elle sur des éléments concrets, écrit : les bulletins intérieurs de Menchen Lyk Wyder, ses communiqués de presse, les reproductions de discours formeront sa base essentielle.

Enfin, pour démontrer la mécanique idéologique qui fera basculer un mouvement aux accents progressistes dans les mouvances extrêmes de la droite européenne, la démarche s'organisera autour de deux thèmes : le passage de la nouvelle gauche à la Nouvelle Droite, puis la gestation et la naissance du parti flamand nationaliste et ethniste.

I - De la "nouvelle gauche" à la Nouvelle Droite, un passage réussi.

a) Les origines, les activités et la mise en sommeil de l'association Menchen Lyk Wyder

b) L'itinéraire idéologique : du "droit à la différence" au "devoir de différence"

- * un mouvement régionaliste "progressiste"
- * l'Université Populaire Flamande de novembre 1979 : quelques propos malencontreux ...
- * été 1980 : quelques représentants de la Nouvelle Droite entrent au Conseil d'Administration
- * le combat en faveur de Radio Uylenspiegel
- * l'élection présidentielle du 10 mai 1981 : un nouveau contexte et de nouveaux troubles
- * décembre 1981 : la 4ème et dernière Université Populaire Flamande, les ambiguïtés s'estompent
- * juillet 1982 : le discours d'Esquelbecq

II - La gestation et la naissance du Parti flamand nationaliste et ethniste.

a) La création d'un parti politique, un objectif sous-jacent habilement dissimulé.

- * quelques obstacles qu'il convient d'écartier...
- * novembre 1982 : le parti "nouveau" est annoncé...
- * mars 1983 : les élections municipales : le parti n'est pas encore prêt mais il s'exprime déjà

b) La naissance d'un parti flamand nationaliste et ethniste : vers un nouvel extrémisme flamand ?

- * l'héritage du régionalisme traditionnel
- * l'apport de la Nouvelle Droite

I - De la "nouvelle gauche" à la Nouvelle Droite, un passage réussi.

Avant d'écrire l'évolution idéologique de Menchen Lyk Wyder, il convient de replacer ses origines et ses activités dans leur contexte historique et social.

a) Les origines, les activités et la mise en sommeil de l'association Menchen Lyk Wyder

Conçue vers le milieu des années 1970, l'association sera créée fin 1977 par la rencontre entre quelques militants régionalistes qui avaient recueilli un relatif et inattendu succès lors d'élections locales et des élus socialistes. Ces derniers apporteront l'aide logistique, les appuis politiques ; ainsi, le siège du mouvement sera fixé au Centre Socio-Educatif d'Hazebrouck qui abritera nombre de ses activités publiques : telles les Universités Populaires Flamandes qui seront les moments forts du régionalisme de l'époque. Leur caractère dans l'ensemble positif et leur retentissement joueront un rôle indéniable dans la prise de conscience régionaliste. Les soutiens politiques rendront possible l'obtention de certaines subventions. Le contexte de cette création est déterminée par la crise économique qui sourd depuis 1970 et se trouve brutalement accélérée et surtout révélée par la crise pétrolière des années 1973-1974. Une crise idéologique, une crise de conscience s'en suit : les certitudes des années soixante s'effondrent. A titre d'exemple peut être évoquée la fin de la guerre du Viet-Nam (1975) qui avait mobilisé une génération de militants, les régimes qui suivront cette victoire terniront le symbole et ce sera bientôt l'époque des "nouveaux" philosophes, du repli sur soi, du retour à la terre et aux valeurs ancestrales qui favoriseront la montée de thèmes tels que "retrouver ses racines". plus localement, les souvenirs des "errements" du mouvement flamand lors de la deuxième guerre mondiale s'estompent : une génération nouvelle de la petite bourgeoisie intellectuelle redécouvre, sans complexe apparent la culture flamande, voire la réalité économique et sociale de la Flandre et son histoire. Ainsi, une thèse universitaire est-elle soutenue à cette époque, en l'Hôtel de ville de Bailleul sur le thème "Le mouvement iconoclaste en Flandre" (Mlle Plouvier). L'esprit des Gueux sera d'ailleurs souvent invoqué par d'autres pour justifier les retournements idéologiques sur la base de déclarations de foi libertaires ou anarchisantes.

L'origine sociale des militants se retrouve dans la nouvelle petite bourgeoisie souvent issue de la paysannerie et déracinée dans le milieu urbain ; comment ne pas y voir la source de certaines nostalgies : retour au passé, aux ancêtres, à la Nature, voire au paganisme ! ?

L'association Menchen Lyk Wyder puisera ses effectifs de militants et d'adhérents dans ces groupes sociaux. Ses membres se recrutent parmi les étudiants, les fonctionnaires, les animateurs sociaux, la "nouvelle classe ouvrière" (techniciens, informaticiens...) mis très peu dans la classe ouvrière (au sens classique). Cette composition sociale prédisposera à une relative proximité idéologique du centre gauche (notamment Parti Socialiste) qui serahablement exploitée;

L'origine militante doit être recherchée au sein du Cercle Michel de Swaen par lequel beaucoup de militants sont passés. Cette association qui s'affirme clairement de droite sinon d'extrême-droite les déçoit par son manque d'activité. Elle aura surtout constitué une structure de passage assurant officiellement et de facto la continuité entre le mouvement flamand d'avant-guerre et les mouvements flamands de droite modernes. Cette fonction étant remplie, le Cercle s'avère inutile voire gênant, la

droite nationale au pouvoir manifeste une profonde hostilité envers les mouvements régionalistes, il convient donc de rechercher d'autres alliances.

Forte de ce contexte, Menchen Lyk Wyder rassemblera très vite des atouts considérables qu'elle gâchera par la suite irrémédiablement. Elle attirera de nombreux adhérents et sera reconnue par les élus locaux ; elle commencera même à être considérée comme interlocuteur aux niveaux départemental, régional et national. Sous son égide de nombreuses activités prennent essor : Collectif Chants de Flandre, Commission Habitat-Cadre de Vie (qui accomplira un travail très sérieux), cours officieux de flamand, organisation de quatre Universités Populaires Flamandes qui rassembleront toutes les associations, le soutien à une lutte exemplaire : celle de Radio Uylenspiegel, authentique combat progressiste. Auparavant, le mouvement était intervenu sur le terrain économique (projet de fermeture de la laiterie d'Hazebrouck). Dans l'éditorial du Bulletin Intérieur n°7 (janvier 1980), son président pouvait à juste titre triompher : « *Une année laborieuse - la seconde de l'existence de notre association- vient de se terminer, et celle qui commence s'annonce déjà porteuse de nombreux espoirs pour notre Flandre* » En fait, l'année qui suivra, sera essentiellement marquée par la lutte en faveur de Radio Uylenspiegel qui se conclura par un procès avorté pour cause de situation politique. Menchen Lyk Wyder a donc à ce moment amassé un important capital de sympathie, et pourtant, elle abordera une phase semi-léthargique dont il convient de rapprocher le début avec l'accession de la gauche au pouvoir. La quatrième Université Flamande de décembre 1981 sera le dernier sursaut. Ses activités seront soit abandonnées, soit livrées à elles-mêmes, soit encore mise en sommeil. A partir de 1982, elle ne procédera plus que par actes de présence, les Universités Flamandes ne seront plus organisées, les commissions disparaissent ou prennent leur autonomie (Radio Uylenspiegel, Commission Habitat-Cadre de vie, création indépendante du Centre Culturel de Flandre...). La plupart de ses militants, faute de désavouer publiquement l'évolution idéologique qui sera décrite, la quitte subrepticement. L'Assemblée Générale de décembre 1982 semble avoir été la dernière.

b) L'évolution idéologique : du droit à la différence au devoir de différence

Beaucoup de causes pourraient être évoquées pour expliquer la brutale déliquescence du mouvement : lassitude des militants, absence d'objectifs et de perspectives alors que l'avènement de la gauche au pouvoir supprime bon nombre des verrous opposés au régionalisme, retombée d'un effet de mode, le régionalisme ne serait plus un thème "porteur"... Aucune d'entre elles ne saurait être convaincante pour qui connaît la suite des événements. La cause profonde réside dans le retournement idéologique auquel assistent sceptiques et impuissants des militants sincères et convaincus.

A l'origine, afin de se positionner en mouvement régionaliste progressiste, autogestionnaire, Menchen Lyk Wyder se donne un sous-titre : "Vivre, décider et travailler en Flandre" emprunté à la CFDT et aux mouvements régionalistes de gauche. Un tract de présentation diffusé dans la période 78/79 y fait allusion sous les vocables d'autogestionnaire" et de "progressiste". Le sens de ce terme ne sera clairement révélé que 5 ans plus tard : « *Menchen Lyk Wyder est un endroit privilégié et original où, sous une profession de foi progressiste des gens de tous bords, droite et gauche, écologistes et productivistes, folkloristes et nationalistes, chrétiens et libres-penseurs... se retrouvent dès que le mot FLANDRE est prononcé.* » B.I. n°12 page 2 al. 3

Ce langage savamment ambigu, l'accueil et l'appui prodigué par des élus municipaux de gauche rassuraient ceux qui par ailleurs se méfiaient de la tradition conservatrice ou réactionnaire des mouvements flamands.

Quelques signes inquiétants marqueront cependant l'Université Flamande de novembre 1979. L'invité d'honneur sera le professeur GOBART, universitaire, enseignant dans la région parisienne, théoricien de la Nouvelle Droite, auteur d'un ouvrage "La Guerre Culturelle", publié aux Éditions Copernic, officine de cette mouvance extrémiste. Au cours de la même manifestation un ouvrier dunkerquois tiendra des propos scandaleusement racistes pour revendiquer la priorité d'emploi pour les travailleurs flamands, sans s'attirer aucune remontrance ni désaveu de la part des organisateurs. Bien au contraire, il bénéficiera d'un assentiment chaleureux lors de la parution, quelques semaines plus tard, du bulletin intérieur de l'association : « *Est-il réactionnaire cet ouvrier dunkerquois qui réclamait lors de l'Université de novembre une priorité d'emploi pour les travailleurs flamands en Flandre ?*

Être pour le respect de toutes les races, de toutes les ethnies, de toutes les cultures, mais à commencer par les nôtres, est-ce réactionnaire ? Ceux qui le pensent, veulent nous maintenir dans le masochisme et la culpabilité, c'est à dire dans l'aliénation coloniale. » B.I. n°7 page 5 (janv. 80)

Pour que cette proclamation digne de l'ancienne droite soit parée du vernis nécessaire, il lui fallait la consécration de la nouvelle (droite). L'éminent professeur Gobart y pourvoit : « *Tant qu'un chômeur restera un flamand, il pourra résister et reconstruire son destin, tandis qu'un chômeur sans ethnie n'est plus qu'un pion qu'on déplace ou qu'on jette...* » Cité dans le B.I. n°7 page 5

Au début de l'été 1980 est organisé l'Assemblée Générale de l'Association, à Saint Jans Cappel, Au sein du nouveau conseil d'administration la Nouvelle Droite sera physiquement représentée. Ces évolutions seront cependant masquées par la lutte en faveur de Radio Uylenspiegel. Ce combat démocratique et progressiste sera pris en charge par Menchen Lyk Wyder avec de rares moments d'hésitation. Inscrite dans le mouvement général de l'époque pour les radios libres (privées ou locales...), la lutte vise deux objectifs : la reconnaissance d'un droit d'expression mais aussi et surtout la reconnaissance de la langue flamande par les autorités. En raison de son caractère illégal elle défrayera les chroniques et occultera quelque peu les autres activités. Ainsi, une certaine ambiguïté sera maintenue : MLW ne menait-elle pas un combat profondément démocratique contre le Monopole d'État ? Un certain nombre d'élus de gauche apporteront leur soutien : la Municipalité d'Hazebrouck, le président de la Communauté Urbaine de Dunkerque... Le Conseil Municipal de Bailleul adoptera une motion dans laquelle il associera Radio Uylenspiegel et Radio Quinquin (CGT) :

« *Le droit à l'utilisation des mass média radio-télévision est une des garanties nécessaires et essentielles de la démocratie.*

La naissance des radios dits "pirates" qu'elles soient syndicales ou simplement culturelles est la preuve même de l'irréalité de ce droit à l'information. Poursuivre et saisir Radio Quinquin et Radio Uylenspiegel pour ne citer qu'elles... constitue une atteinte grave à la liberté d'expression garantie par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. » janv. 81.

Cité dans le B.I. n°9 (avril 1981)

Les circonstances provoquent ainsi un malentendu, Menchen Lyk Wyder est considéré comme un mouvement de gauche ce qui ne manque pas d'ailleurs de gêner certains de ses responsables.

L'élection présidentielle du 10 mai 1981, permettra, pour la première fois en France, la constitution d'un gouvernement de gauche unie ; ce changement de pouvoir sans précédent, soulèvera des espoirs immenses. En Flandre, cet événement remplira une fonction de révélateur. Radio Uylenspiegel légalisé ne jouera plus son rôle d'écran et de caution, les inculpations sont levées, les associations flamandes seront même reçues par les autorités de FR3. Les conditions pour un travail constructif et efficace semblent réunies.

Ce sera en fait le début d'une période assez trouble. Le président sera en but à des provocations qui paraîtront montées par des éléments néo-nazis de la région dunkerquoise (l'un d'entre eux ne serait autre que l'intervenant raciste de la troisième Université Flamande cité plus haut). Cette affaire complexe et confuse paraît résulter de la déception éprouvée par les intéressés à l'égard de l'association. Le président de Menchen Lyk Wyder est désigné comme militant néo-nazi sur des affiches faussement signées par un comité international anti-nazi. Assez curieusement cette campagne d'intoxication déclenchera un scénario révélateur, un peu à la manière des situationnistes italiens. La colère parfaitement légitime et justifiée du président (d'autres militants seront d'ailleurs victimes de cette campagne malsaine) l'incite à se dévoiler : « *Mes états de services de franc-tireur sur le terrain à côté des démocrates concrets et réalistes ne sont d'ailleurs pas incompatibles avec mon leitmotiv : - priorité à la Flandre et aux Flamands en Flandre !*

Leitmotiv très éloigné bien sûr de ceux des idéologies et des gauchistes salonnards parisiens que j'exècre ! » B.I. n°10 (octobre 81) page 3.

Dans le même texte émergent les thèmes ethnistes : « *Si aux yeux de certains, le fait -non choisi- d'être blanc, européen, défenseur d'une culture désignée par les savants et les historiens de "germanique", de n'en ressentir aucune culpabilité ; si le fait d'avoir des racines et de les cultiver pour qu'elles portent des fruits, si le fait d'être contre l'indifférenciation et l'uniformisation des hommes et des peuples, d'être sceptique vis à vis du christianisme, du marxisme, du freudisme, de rejeter le mondialisme, de préférer le pot'je vleesch au couscous... Si tout cela est aussi "nazi" alors oui, je dois probablement en être un ou alors ce sont nos fouille merde antinazis qui souffrent de confusion mentale* » B.I. n°10 (octobre 81) page 4 al. 3

Une remarque incidente s'impose sous la forme d'une interrogation ; pourquoi les choix culinaires s'effectueraient-ils précisément par rapport aux plats d'Afrique du Nord ? La conclusion serait hasardeuse si ce type de comparaison n'était pas renouvelé dans l'avenir comme nous le verrons. Ignorant qui étaient les véritables auteurs de la provocation (ce n'est qu'ultérieurement qu'ils seront découverts) le président de Menchen Lyk Wyder se risque à des supputations et désigne l'ennemi : le freudo-marxisme et le mondialisme.

« L'inquisition en 1981 s'appelle "TERRORISME INTELLECTUEL" c'est à dire sectarisme et intolérance. Cette nouvelle secte possède ses vicaires et ses prélats de l'"anti-nazisme" de patronage, fait la chasse aux sorcières, c'est à dire aux citoyens qui rejettent l'idéologie dominante, impose une nouvelle sémantique idéologique à base de freudo-marxisme de bazar assaisonné de mondialisme, et désigne du doigt à la vengeance populacière ceux qui osent penser différemment des chapelles de l'intelligence. Écrasons cette "néo-canaille" cléricale qui prétend nous salir et nous neutraliser. Pas de Khomeiny chez nous !

Au pays d'Uylenspiegel en Flandre il n'y a pas de place pour la haine, qu'elle soit haine de classe ou haine de race. Nous nous mettrons en travers de toute provocation dans ce sens... et arborons sans complexe notre "étoile jaune" : le VLAEMSCHE LEEUW !

Une dernière citation "ne persécutez jamais un homme pour une opinion qu'il n'a pas, vous la lui donneriez.»

B.I. n°10 octobre 81 page 4 al 6 et 7 Article signé par le président de Menchen Lyk Wyder

Il apparaît en outre que les idées et les thèmes exposés dans le bulletin intérieur de l'association intéressent les milieux d'extrême-droite : *« Pour ne pas être en reste, et après enquête, j'ai également décidé de déposer une plainte contre une officine nazie qui sévit dans la région de Valenciennes et qui s'est permis de publier dans sa revue "Kultura", véritable torchon haineux rédigé par des psychopathes nostalgiques d'Hitler et de Mussolini et des fétichistes amateurs de croix en tous genres, gammées, celtiques ...etc.... un article que j'avais rédigé et publié dans la bulletin MLW n°7 de janvier 80 »* (voir citation plus haut). B.I. n°10 page 5

Cette possibilité de récupération allait-elle inciter à la réflexion et l'autocritique, à une autre formulation ? Il n'en sera rien.

Dans le même texte, sera livrée l'une des premières attaques contre le nouveau pouvoir de gauche ; dans une recherche effrénée d'explications, une hypothèse farfelue mais signifiante sera émise : *« J'espère que vous avez pardonné la violence de ces lignes dictées par l'émotion et la colère. Avant d'officialiser ma plainte, je voudrais vous livrer quelques réflexions qu'on m'a soufflées : "et si tout cela n'était qu'un coup monté par le Pouvoir pour déconsidérer les éléments réputés durs et incorruptibles du Mouvement flamand ? »* B.I. n°10 page 6

Empêtrée dans des provocations, faut-il le répéter, au plus haut point odieuses et condamnables, Menchen Lyk Wyder ne tirera pas les conclusions qui s'imposent, les suggestions formulées par certains pour éviter de donner prise à de telles interprétations et manipulations ne seront pas entendues. Pourquoi ?

L'évolution idéologique, au contraire, se précisera encore à l'occasion de la quatrième et dernière Université Flamande au cours de laquelle fut élaboré le "Manifeste des Flamands de France". exposant les motifs de cette démarche, le rédacteur du bulletin intérieur se croit obligé d'affirmer : *« On subira longtemps encore les marques indélébiles de l'aménagement du littoral tant dans l'environnement que dans la nouvelle composante ethno-culturelle de notre région. Un bilan accablant pour l'avenir de notre Peuple en que Peuple Flamand. »*

B.I. n°10 page 10 al. 8 et 9

La présentation du projet de manifeste sera aussi l'occasion de négocier un virage politique. Le manifeste-"catalogue" de revendications culturelles sera compris comme un moyen de tester le nouveau pouvoir politique afin de marquer des points d'oppositions voire de conflits. Dans son discours d'introduction à la quatrième Université Flamande le responsable de l'association Menchen Lyk Wyder tient à préciser un de ses principes personnels : pour l'élaboration de ce document, la primauté doit être donnée au culturel ; de fait, un volet économique sur lequel avait sérieusement travaillé une commission sera écarté à la demande, rapidement satisfaite, du Comité Flamand de France. Ainsi la revendication culturelle pourrait-elle parfaitement s'inscrire dans les perspectives chères aux partisans de la "guerre culturelle". Le pouvoir de gauche est en outre sévèrement prévenu :

« Nous ne serions pas flamands si nous ne restions pas méfiants et sceptiques devant toute promesse venue de Paris, quelles soient les bonnes raisons qui les enrobent.

Mais nous serions aussi inconséquents si nous n'agrippions pas les rares perches que l'on nous tend !

Le manifeste vient à point nommé pour faire connaître à nos gouvernants et à nos élus ce que veulent les Flamands de France, et pour prouver notre cohésion et notre bonne volonté.

Après avoir tendu une première joue à l'ancien régime, nous acceptons de tendre la seconde aux vainqueurs du 10 mai... mais nous n'avons pas de troisième joue ! »

B.I. n°11 janv. 82 page 1

Cette prévention n'apparaîtrait que très naturelle de la part d'un mouvement culturel soucieux de son indépendance pour qui ignorerait la suite des événements et ne connaîtrait pas le contenu du discours d'Esquelbecq, point d'orgue de l'expression de la nouvelle idéologie "régionaliste" flamande.

Le "discours" d'Esquelbecq sera prononcé par le président de MLW le 11 juillet 1982 dans le cadre d'une fête annuelle qui peut être considérée sans risque d'exagération comme flamingante. Objet de la méfiance et souvent de l'hostilité de la population locale, cette manifestation rassemble des militants de différents mouvements et officines belges d'une part et les représentants d'un certain nombre d'associations flamandes de France. L'exercice consiste pour ces dernières à exposer leurs bilans d'activités et à recueillir les satisfecits de leurs homologues d'outre-frontière. Il ne saurait être question de reproduire l'intégralité de ce discours, le lecteur est invité à se reporter au KfV-Meddelingen n°3 de décembre 1982 page 25. Pour des raisons pratiques ne seront retranscrits que les passages les plus révélateurs des nouveaux principes énoncés par le chef de l'association MLW : *« Après épuisement de toutes les démarches flamandes, le manifeste constitue un cri d'alarme, un SOS adressé au pouvoir central. Qu'il soit rouge ou blanc, celui-ci reste le "Pouvoir Central Français", étranger, voire hostile à notre sensibilité, à notre mentalité, à nos caractéristiques ethno-culturelles, à nos intérêts économiques propres... et contre la nocivité duquel nous devons nous prémunir. Il était temps de rappeler que nous étions des Flamands et non de vulgaires "Nord-Pas-de-Calaisistes", des Flamands et non des hexagons du Nord.*

Quitte à blesser quelques oreilles françaises de Flandre, j'affirme que la Flandre, son peuple et sa culture principalement dans le Westhoek mais aussi dans l'agglomération lilloise, connaissent un lent et inexorable génocide par assimilation (ailleurs on parlerait de "russification" pour décrire le même phénomène), un génocide de substitution par lequel, des implantations massives de populations importées et étrangères compensent pour le plus grand intérêt du Grand Capital et de la francisation, les populations flamandes vouées à l'exil ou au mélange ethnique et racial (c.à.d. dans les deux cas la disparition).

C'est le devoir d'un peuple de se protéger contre les situations qui menacent son existence physique et spirituelle. La Flandre c'est ce qu'il y a de mieux pour nous Flamands. C'est la dernière chose qui nous reste, et pour laquelle il est du devoir de chacun de se mobiliser et de se battre.

Le devoir de différence doit prendre le pas sur le "droit à la différence" (que personne ne nous refuse).

La haine de soi, le reniement de son peuple, de sa mémoire, de ses mythes, la soumission aux modes mondialisées et uniformisatrices, doivent être pourchassés et combattus sans faiblesse et sans crainte du terrorisme verbal des "biens pensants"...

*... ils (les Flamands) affirment exister en tant que Peuple.
... ils affirment avoir le droit de penser en tant que peuple... »*

En rapprochant le contenu de ce texte de ce qui est exposé dans la première partie de ce dossier, on en mesure toutes les implications et il est facile d'y déceler les idées force de la Nouvelle Droite :

- L'ethnisme,
- L'opposition au Grand Capital désigné comme responsable du mélange racial,
- Le thème du ré-enracinement,
- La notion de "haine de soi",
- Les mythes ancestraux,
- L'obsession du nivellement,
- Le culte de la différence, résurgence et réactivation de l'inégalitarisme).

Chacun peut apprécier le chemin parcouru depuis l'époque de l'association progressiste autogestionnaire qui sagement revendiquait le droit à la différence jusqu'à devenir un mouvement qui l'érige en devoir.

Un cycle a été accompli, le régionalisme conservateur ou réactionnaire déconsidéré après la seconde guerre mondiale, culpabilisé -à bon droit- peut grâce à la régénérescence idéologique dispensée par la Nouvelle Droite et au terrain imprudemment offert par la gauche insuffisamment vigilante, relever la tête. La voie est désormais ouverte : les bases du parti nationaliste flamand peuvent être jetées.

Pour décrire cette évolution de manière complète, il faut souligner qu'elle s'est déroulée suivant trois cheminements parallèles :

- L'axe idéologique, qui vient d'être décrit : de la nouvelle gauche, nos protagonistes sont habilement passés à la Nouvelle Droite grâce à quelques concepts charnières qui ont facilité le basculement,
- L'axe linguistique, de la défense du "vlaemsch" on passe à la promotion de la langue néerlandaise en utilisant au besoin des astuces telles que la création de comités fantômes pour la défense du "flamand néerlandais" (sic)
- L'axe de la définition territoriale, le Westhoek seul évoqué dans les premiers temps est devenu trop étroit, il a donc fallu développer de nouvelles frontières à la mesure des ambitions affichées : les Pays-Bas Français.

II - La gestation et la création du parti flamand nationaliste et ethniste.

La création du parti ne résulte pas d'une décision saugrenue et impromptue résultant de la génération spontanée ; bien que dissimulé, le projet était envisagé et pensé de longue date. Le recul du temps facilité le repérage et la mise en évidence des signes annonciateurs. Il convient également de s'interroger sur la définition de ce mouvement et sur ses perspectives. L'implantation peut être jugée faible et laborieuse, un an après sa fondation, en dépit de toutes ses tentatives de récupération, il compte à peine 30 membres. Enfermé dans l'impasse nationaliste le PFF (Parti Fédéraliste Flamand) vit une contradiction fondamentale qui pourrait l'inciter à l'interroger dans les termes suivants : comment sortir d'une voie sans issue en pratiquant la fuite en avant . Résultat inéluctable de la dérive idéologique précédemment décrite le parti est amené à radicaliser ses principes.

a) La création d'un parti politique : un objectif sous-jacent habilement dissimulé.

Avant de pouvoir annoncer la formation du parti, ses promoteurs rencontreront quelques résistances de la part de certains militants qui tenteront vainement de rectifier l'évolution.

Les premières tentatives d'opposition se manifesteront à l'occasion d'une polémique déclenchée en novembre 1982 par une initiative de la direction de la briqueterie HEEM d'Herzeele. Cette dernière, dans la cadre d'une action de promotion, et par l'entremise d'une association "Herzeele en Flandre" avait proposé de mettre à la disposition des élèves des écoles publiques des briques de terre à modeler et de les inviter à réaliser des crèches. Le produit de leur vente devait revenir à des associations d'handicapés. Le chef d'entreprise commet une erreur de procédure en omettant de soumettre son projet à l'Inspection Départementale de l'Éducation Nationale ; celle-ci est amenée à refuser compte tenu du thème choisi et de l'obligation de neutralité à laquelle est soumis l'Enseignement Public. La rédaction du Journal des Flandres prend fait et cause pour cette initiative suivie par l'association Menchen Lyk Wyder qui fait publier un communiqué dans lequel son président ne manque pas de surenchérir. Pour appuyer sa démonstration, il se croit tenu d'évoquer la présence de jeunes musulmans dans les écoles de Flandre maritime : « *Quel empressement à bénir de la main gauche, "la diversité des confessions représentées dans le dunkerquois" (sic) et de la main droite à rayer Herzeele de la Flandre et à refuser le "droit à la différence" du peuple flamand qui a de ses mains arraché ce littoral à la mer pour que les petits musulmans, entre autres, puissent s'y établir afin d'y apprendre la langue française !*

Le centralisme c'est la dictature du fonctionariat. Ce n'est ni une affaire de gauche ni une affaire de droite, c'est une affaire de démocratie. »

Publié dans le Journal des Flandres, édition de Bergues n° 2128 (26 novembre 1982) page 11

Le lendemain de cette publication, un communiqué de désolidarisation est diffusé sur Radio Uylenspiegel mais il provoquera une réaction particulièrement violente de la part du président de Menchen Lyk Wyder. Une réunion extraordinaire du collectif de la radio sera provoquée et se tiendra dans une atmosphère plus qu'orageuse le 6 décembre 1982. Il en ressortira que la contradiction des thèmes "douteux" de l'association n'est plus autorisée. Force est bien de souligner que dans leur ensemble, les "militants" flamands font, à cette occasion, corps autour de leur "chef".

Une autre gêne pour la formation du futur parti est constituée par les différentes activités au sein de l'association. Il importe de s'en débarrasser ou tout au moins de les délaissier car elles sont généralement les œuvres de militants sincères attachés aux principes d'origine du mouvement. Peuvent être cités comme exemples : la commission habitat-cadre de vie animée par Raymond Dendiével, le collectif Chants de Flandre par Martial Waeghemacker, Radio Uylenspiegel (celle des débuts) par Pascal Vanbremeersch ; l'authenticité de ces militants est hors de doute. Le Centre Culturel de Flandre d'Hazebrouck pourrait aussi être évoqué puisque sa paternité est revendiquée par le responsable de l'association. Rien ne sera fait pour rassembler et coordonner ces activités, bien au contraire, leurs partitions ou leurs prises d'autonomie seront encouragées :

« Soulignons que Menchen Lyk Wyder n'est pas une fin en soi ! Notre vocation est de susciter, de provoquer des débats, d'inciter au civisme flamand, de réveiller,

d'agacer... mille fois tant mieux si les nombreuses actions lancées par nous prennent leur autonomie : commission habitat, Centre Culturel Flamand, Radio Uylenspiegel... Nous voilà les mains et l'esprit libres pour lancer autre chose, faire exploser le débat des idées et l'arracher des mains d'idéologues qu'on connaît hélas trop bien. »
B.I. n°13 (1er trimestre 1983) page 1.

Rien ne sera entrepris pour rassembler les activités, tâche de synthèse à laquelle s'astreignent tous les dirigeants d'associations, bien au contraire les provocations et querelles seront multipliées pour inciter aux réflexes centrifuges.

En novembre 1982, l'association est suffisamment inerte, son tissu militant est assez exsangue pour qu'il puisse être songé à la création du parti. Pour se rassurer ses promoteurs ont recours à un mythe qui a la vie dure, celui du phénix renaissant de ses cendres. Le débat préparatoire à l'assemblée générale de décembre 1982 se résumera à la préparation d'une alternative dont les deux termes sont proposés et définis par une seule et même personne, le président : *« Aussi, notre prochaine assemblée générale sera-t-elle l'occasion de clarifier les choses :*

1° Menchen Lyk Wyder doit-elle continuer à jouer le rôle de "pompe à finance" pour des activités qui échappent à son contrôle ou au contraire doit-elle préserver son originalité et sa cohésion...

2° Menchen Lyk Wyder est un endroit privilégié et original où, sous une profession de foi progressiste des gens de tous bords, droite et gauche, écologistes et productivistes, folkloristes et nationalistes, chrétiens et libres penseurs... se retrouvent dès que le mot Flandre est prononcé...

.....

C'est la seconde alternative qui vous sera proposée :

- Une orientation "communautaire" flamande, soucieuse des intérêts prioritaires flamands (culturels, socio-économiques...).

Intérêts qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux dictés hier comme aujourd'hui de Paris ou de Lille !

- Ou une orientation appuyée sur d'autres priorités idéologiques ou politiques (marxistes-léninistes, mondialistes...)

N.B. : il existe également une troisième orientation, actuellement en gestation : celle de la création d'un parti politique défendant les intérêts strictement flamands... mais cette orientation est extérieure à MLW et parfaitement compatible avec le maintien et l'existence de celle-ci.

Ces différentes options, et d'autres, vous seront proposées... »

B.I. n° 12 (novembre 82) page 2

La stratégie idéologique, en deux temps, transparait clairement : en découdre avec la gauche, puis fonder le parti. Au cours de cette assemblée, le futur président et le futur trésorier du parti flamand seront élus au Conseil d'Administration.

Les gêneurs sont écartés, les pions sont avancés, tout paraît au point pour que naisse le parti ; en fait il ne sera pas prêt pour les élections municipales de mars 1983 et c'est encore MLW qui doit prendre position :

« Pour un vote flamand.

Depuis plusieurs années, une prise de conscience flamande se développe en Flandre Française et particulièrement au Westhoek :

- prise de conscience d'un patrimoine historique et culturel riche et menacé de disparition

- prise de conscience d'appartenir à une ethnie Nord-Européenne "différente" des autres ethnies de l'Hexagone

- prise de conscience d'intérêts sociaux et économiques particuliers à la Communauté flamande, et différents des intérêts parisiens chez nous.

...

La défense prioritaire des intérêts flamands en Flandre, notamment en matière de création d'emplois et d'implantations industrielles, qui doivent profiter à la population flamande...

Motion votée à l'unanimité du Conseil d'Administration de MLW réuni le 10/02/83 à Boeschepe. »

Journal des Flandres.

Simultanément, paraît le numéro 13 du bulletin intérieur de l'association particulièrement violent et annonciateur des principaux thèmes du parti : le dénigrement des acquis de la gauche, l'ostracisme et le racisme "anti-sud".

- Le dénigrement des acquis de la gauche en Flandre : « *Nos "conquêtes" sont bien maigres, jugez-en :*

- *Un magazine flamand sur FR3 (13 mn tous les 2 mois)*

- *La création d'un poste d'enseignement de flamand à l'École Normale de Lille.*

Et rappelons que si Radio Uylenspiegel a été finalement reconnue c'est d'avantage en tant que "radio libre" qu'en tant que radio flamande »

B.I. n°13 page 2 al.3

- L'ostracisme : « *A Arques (Artois) la rue de Flandre disparaissant à jamais pour s'appeler désormais... rue Mendès-France.*

... A quand le béguinage Waldeck-Rochet ou l'école maternelle Ben Barka ? »

B.I. n°13 page 2

- Le racisme "anti-sud sera illustré par la conclusion de cet article vindicatif :

« *Mais s'il nous faut faire un bilan d'ensemble des mauvaises actions perpétrées sur notre sol flamand, il nous faut hélas constater l'effarante continuité du reniement, de l'inculture et de l'incurie typiquement "du sud" qui nous gangrènent. »*

B.I. n°13 page 3 al. 1

La plupart des obsessions de la nouvelle et de l'ancienne droite s'y retrouvent : ré-enracinement, refus de la division droite-gauche, le rejet des populations immigrées.

Le thème du réenracinement prend toute sa dimension conservatrice voire

réactionnaire : « *Tout effort pour revaloriser nos valeurs ancestrales, réactiver nos mythes séculaires (assises profondes et européennes de notre identité), maintenir notre cohésion et notre homogénéité ethnoculturelle sera haineusement condamnée par les dévots "mondialistes", sous couvert bien sûr de "progressisme"*

("progressisme" pour qui ?).

A croire quelle fin du fin du "progressisme" est la haine de soi et des siens, au profit d'un amour abstrait et béat pour l'humanité ! » B.I. n°13 page 3

La manipulation de la notion de progressisme pourra utilement être rapproché de l'usage qui en était fait à l'origine du mouvement.

Pour expliquer le refus du clivage droite-gauche, il es fait recours à l'insulte : « *Bien sûr, quelques hémiplegiques encartés (espèces d'handicapés qui ne fonctionnent qu'avec un seul de leurs deux hémisphères cérébraux : le droit et le gauche) se sont empressés de nous estampiller et de nous ranger dans un tiroir (selon l'hémiplégie, un tiroir de droite ou un tiroir de gauche). Peu importe ! »* B.I. n°13 page 6

Le lecteur distingue difficilement qui est plus atteint par ce "diagnostic" insultant : les personnes handicapées ou celles qui se sont engagées pour un idéal politique ? Pour justifier la plus lancinante de ses obsessions, le président de Menschen Lyk Wyder s'appuiera sur une citation malhonnêtement extraite de son contexte et empruntée à P. Mauroy : « *En 2015, la population maghrébine de Roubaix dépassera la population locale* » (Interview de P. Mauroy au Figaro le 13/3) *Il n'y a aucune volonté "raciste" dans l'évocation de cette situation dont nous connaissons les véritables responsables...*

Comment faire face au formidable mélange "africano-flamand" aveuglément programmé par une Droite cupide et irresponsable, et idéologiquement encouragée par une gauche missionnaire et culpabilisée ?

Ce problème explosif créé de toutes pièces, et pas par nous, n'est qu'une des manifestations de la francisation à outrance proche de son terme (cf. : la russification des Pays Baltes)...» B.I. n°13 page 6

Cette analyse et ces principes constitueront la trame d'un opuscule publié en 1985 et intitulé "Dossier immigration".

Il conviendra enfin de rapprocher avec les thèmes évoqués dans la première partie de ce dossier, une virulente critique de ce qui est dénommé la "gestion latine" de la Flandre.

« Souvent derrière un conformisme hexagonal de façade, très nombreux sont les Flamands qui n'attendent plus grand chose de la gestion latine de leurs affaires, et qui lorgnent avec envie et dépit sur la prospérité de la Flandre du Nord et des Pays-Bas dont nous sommes historiquement frustrés. » B.I. n°13 page 7

b) la naissance d'un parti flamand nationaliste et ethniste. Vers un nouvel extrémisme flamand ?

Hormis un dossier sur l'immigration, force est de constater que le parti nationaliste flamand ne se révèle pas très productif en matière de documentation ; celle-ci se résume à une plate-forme politique diffusée sur les ondes de Radio-Uylenspiegel en février 1984 et une plaquette de présentation. Mais ces textes sont trop habiles pour être révélateurs et la dissimulation sera évidente pour qui connaît l'origine de ce mouvement politique, œuvre commune de deux associations : le Cercle Michel de Swaen et l'association Menschen Lyk Wyder ou plus exactement addition de leurs reliquats respectifs.

D'emblée, il convient d'observer la pratique de la récupération puisque sous un prétexte de description de la genèse du "réveil" flamand, référence est faite à toutes les activités, aux groupes musicaux, à toutes les associations (y compris Tegaere Toegaen !). Bien entendu le "lion" flamand ne manque pas d'asséner quelques coups de griffes mesquins : « *Depuis cette date, le vlaemsch a fait une entrée discrète dans l'enseignement public, grâce à quelques enseignants très proches du pouvoir actuel et regroupés dans l'association Tegaere Toegaen, qui ne cache pas ses attaches socialo-communistes ni ses orientations marxistes-léninistes.* » Lettre de présentation page 2 § 11

Le parti se présente ainsi comme une sorte de fédérateur de l'ensemble de ces activités (cf § 15 page 2) même de celles qui sont promues par des adversaires idéologiques. Le contenu idéologique des documents de base du parti , peut être décrit comme la résultante de deux apports principaux : l'héritage de la droite traditionnelle et de l'ancien mouvement flamand d'une part, et la pénétration idéologique de la "Nouvelle Droite" d'autre part.

1 - L'héritage du régionalisme traditionnel.

- La filiation avec le mouvement flamand d'avant-guerre est affirmée et revendiquée sans ambage : le parti se classe du côté des "persécutés" de l'après-guerre : « *Après la chasse aux sorcières de l'après-guerre, contre tous ceux qui prétendaient conserver et développer la culture flamande, culture germanique donc "nazie" (!) on aurait pu croire celle-ci définitivement subjuguée et assimilée.* » §5 page 1

Les auteurs ne craignent pas de situer la renaissance du mouvement flamand au moment de la parution de la "Nouvelle Flandre" du Dr Jan Klaas (§8 page 1). Le président d'honneur est désigné en considération de son travail opiniâtre pendant la "traversée du désert".

Le Conseil d'Administration du parti réhabilite celui qu'E. Coornaert désignait comme le "triste gantois" et qui n'est désormais plus accusé que de simples maladresses : « *Le jacobinisme français et ses relais locaux ont surabondamment culpabilisé les consciences flamandes avec le souvenir du Vlaamsch Verbond de Jean-Marie Gantois (en fait, surtout maladroite)...* » §6 page 1

- Le fédéralisme, notion ambiguë s'il en est, est remise au goût du jour pour valoir programme politique. L'histoire de la pensée politique des anciens courants pan-germanistes a clairement démontré le sens réel et la portée de cette notion. Sinon, comment comprendre que la définition juridique de l'organisation de certains appareils d'état (états confédéraux, états fédéraux ...) puisse servir de programme politique ? Les références hypocrites et trop habiles à Proudhon et aux anarchistes n'y changent rien.

- Les positions anti-françaises ne font pas défaut : « *C'est ainsi que le poison de l'intolérance et des divisions françaises s'inocule mortellement au sein de la communauté flamande et de ses défenseurs.* » §17 page 2

À la source de tous les maux de la Flandre se trouvent Paris (siège du pouvoir central) ou la "gestion latine" de ses affaires. Ces thèmes sont fortement exprimés par certains artistes qui gravitent dans les milieux proches du parti.

- Du régionalisme flamand ancien, le parti hérite une irrésistible propension à considérer la Belgique et les Pays-Bas comme des modèles économiques et sociaux :

« *La réappropriation de la Flandre par le génie flamand qui fait merveille à Antwerpen, Brugge, Gent. est un objectif à atteindre chez nous, et constitue la seule alternative pour que notre région retrouve une prospérité perdue.* » §27 page 3

Cette vision mythique conduit nos prosélytes à méconnaître la crise du capitalisme que traversent ces états à l'instar de tous les autres états du monde occidental : la Belgique a connu une progression de son taux de chômage la plus forte d'Europe, la crise a amené le gouvernement des Pays-Bas à réduire les salaires de son secteur public... En réalité, ces invocations relèvent d'un besoin de faire référence à un âge d'or de la Flandre comme si l'Histoire pouvait opérer une marche arrière. Il s'agit aussi et surtout d'une référence aux mythes ancestraux tant revendiqués par la Nouvelle Droite dont il importe de recenser l'apport.

2 - L'apport intellectuel et idéologique de la Nouvelle Droite;

- L'apparementement à la Nouvelle Droite est de prime abord révélé par la méthode du camouflage, du trompe-l'œil, l'usage constant de l'ambiguïté de langage et le souci de se faire cautionner.

Ainsi le président du parti, qui s'exprime d'ailleurs fort peu, sera désigné en raison de son passé de prisonnier de guerre. Sur le plan idéologique, le parti se proclame ni de droite ni de gauche, ce qui ne l'empêche pas d'être opposé au gouvernement de gauche : « *Le changement de gouvernement du 10 mai 1981 nous aura au moins permis de constater les méfaits de la "gauche" après ceux de la "droite". au moins en ce qui concerne la Flandre !* » §20 page 3

Ni d'être anti-marxiste au anti-gauchiste : « *Même la langue flamande est aujourd'hui considérée par certains de ses défenseurs comme éléments idéologique de la lute des classes, tout est en effet bon pour que la mayonnaise marxiste prenne !* » §19 page 3

« *C'est pour ces différentes raisons, et aussi pour contrer la mainmise gauchiste sur la culture flamande, qu'une structure nouvelle, de type politique s'est avérée nécessaire, et que nous avons pris les devants...* » §24 page 3

- L'usage fréquent de la notion d'ethnie, de la revendication ethno-culturelle qui doivent être rapprochées des thèses pseudo-scientifiques de la Nouvelle Droite qui visent à ériger en principes scientifiques les inégalités, les différences.

- Le refus de la culpabilisation ressortit également de l'idéologie Nouvelle Droite : il n'est plus accepté que l'on tire les leçons du passé : « *Aujourd'hui, seuls quelques craintifs de naissance et quelques groupuscules proches du pouvoir, spécialisés dans ce type de terrorisme verbal, osent encore agiter ces épouvantails démodés, à seule fin de nous noyer dans une France-melting-pot (officiellement multiraciale) qui se veut le Brésil de l'Europe.* »

Ce type de raisonnement développé jusqu'à l'extrême a amené un certain courant de pensée à affirmer que les camps de concentration n'auraient jamais existé.

- L'hymne à la libre "petite" entreprise ne fait bien entendu pas défaut. Le parti est, naturellement, opposé aux nationalisations et contre l'idée d'un Service Public unifié de l'Éducation Nationale. Ces idées connaissent une grande vogue et nourrissent l'idéologie actuellement dominante : antiétatisme, "nouvel" individualisme, courants libéraux-libertaires...

- Le parti s'affirme "passionnément européen". Ce thème réapparaît à diverses reprises dans l'histoire idéologique du mouvement flamand selon une sorte de mouvement récurrent qui se situe dans le droit fil des conceptions pan-européennes évoquées dans la première partie de ce dossier. Il se fonde aussi sur une logique anti-française qui n'ambitionne rien de moins que la disparition de la France : « *Nous pensons que seul le fédéralisme, à l'échelle européenne et française, en desserrant l'étau des états-nations (France, Grande-Bretagne, Espagne...) permettre aux ethnies européennes de survivre, aux "nationalités" de s'exprimer...* »

Il est en effet plus commode de s'afficher européen que de se proclamer "séparatiste".

Mais au delà de ces principes empruntés aux droites extrêmes ou modérées, anciennes ou nouvelles, il en est un qui heurte plus violemment les consciences démocratiques et qui suffit à lui seul à condamner ce mouvement. Inscrit en exergue du programme, il a été diffusé dans divers articles de presse : « *La priorité aux*

intérêts flamands en Flandre dans les domaines culturel et économique et notamment en matière d'emploi. » §27 page 3

Comment ne pas rapprocher ce slogan de celui que propose la sœur ennemie de ce mouvement, l'extrême-droite nationaliste française, "les Français d'abord" ?

Cette obsession paranoïaque de l'envahissement conduira le parti à systématiser ses positions vis à vis des travailleurs immigrés et ainsi à se démasquer en publiant début 1985, un "dossier immigration". Certes, toutes les précautions de langage y sont prises, les concepts les plus élémentaires sont l'objet d'inversion de sens, les racistes deviennent ceux qui "aiment" les races et les défendent... Mais la confusion ainsi développée ne parvient pas à dissimuler le sens des mesures concrètes. A titre d'exemple, parmi d'autres, il est proposé que les entreprises utilisant les services de travailleurs immigrés soient taxées de 1000 F ou 2000 F par emploi et par mois selon que les salariés soient d'origine européenne ou non-européenne.

Comme pour l'association Menschen Lyk Wyder, il peut être observé que l'évolution du "Parti" flamand s'inscrit dans un cycle idéologique : ethnisme, pan-europeanismes... voici remises à jour les tendances de l'ancien mouvement flamand.

Dernier avatar du "régionalisme" d'extrême droite, le PFF persiste et signe

Le PFF et la Nouvelle Droite sont tous les deux opposés, à la fois au marxisme internationaliste (pris au sens large, c'est à dire aussi bien le communisme que le socialisme ou même la social-démocratie) et au libéralisme représenté par le grand capital international et apatride car ils impliquent, selon eux, le déracinement et l'égalitarisme.

« ... la Nouvelle Droite voit dans les Etas-Unis le symbole et le ferment de cette société moderne qu'elle n'aime pas, qui est fille de la démocratie, du libéralisme et du capitalisme ; elle dénonce ce qu'elle appelle la "société marchande", pour son productivisme, son culte de l'argent, sa recherche du profit, le mépris des valeurs qui ne se vendent ni ne s'achètent. Cet anti-industrialisme n'est-ce pas une convergence de plus avec la tradition contre-révolutionnaire. »

(René Rémond, Les droites en France)

De l'anticapitaliste international et de l'anti-"marxisme", la PFF s'engage sur des positions contre l'immigration car : *« La politique économique européenne se fait au profit des multinationales, qui ont intérêt à homogénéiser au maximum la mosaïque ethno-culturelle européenne et à l'asservir aux USA (avec l'appui de la gauche "californienne" !). Cette politique vise à l'écrasement des peuples et des communautés historiques (un immigré ça consomme, donc c'est bon !) et est complice du nivellement marxiste que celui-ci soit socialiste ou communiste. »*

(Dossier immigration, p 21)

Les responsables de l'immigration seraient "la bourgeoisie libérale française" et "l'intelligentsia marxiste française" (dossier immigration). Car c'est une particularité de la Nouvelle Droite d'être opposée au grand capital international car déraciné et apatride. Le PFF passe sans problème de la défense culturelle de la Flandre à la défense ethnique (dans le sens de race) : *« La raison première d'une organisation comme la nôtre, c'est le combat pour la sauvegarde culturelle, économique et ethnique du Peuple Flamand »*

(Dossier immigration, p 1)

L'immigration est présentée comme un phénomène apocalyptique : *« L'immigration, c'est à dire la colonisation de l'Europe par des peuples non-européens... »* (p 1)

« ...cette invasion sans précédent historique de peuplades non-européennes... » (p 3)

« Les régions européennes deviennent des colonies de peuplement afro-asiatique. » (p 6)

« La Flandre est noyée dans une France et une Europe en proie à une subversion ethnique sans précédent. C'est le devoir sacré de chacun de s'en protéger... » (p 1)

(Dossier immigration)

Le PFF ne s'estime pas raciste puisqu'il est en faveur de la "protection" de races qui, en étant strictement séparées les unes des autres maintiennent ainsi leurs "différences". Son obsession est le métissage (culturel ou racial) :

« A l'expression "racisme positif", nous aurions préféré le "raciophile" »

(Dossier immigration, p 12)

P.A. Terguieff, chercheur au C.N.R.S., lui, n'hésite pas à considérer les positions "mixophobiques" (exprimant la peur du mélange) comme étant néo-racistes à propos de la Nouvelle Droite :

« La rétorsion du "droit à la différence" (ou de "l'éloge de la différence") a ainsi engendré, selon mes analyses, un mode d'énonciation spécifique du racisme, non plus sur le registre de l'hétérophobie" (blâme ou rejet de la différence, des différences) mais sur celui de l'"hétérophilie" (célébration, volontiers tolérantielle, de la différence, exaltation du divers comme tel). Telle est selon moi la première reformulation du "racisme" observable dans le travail théorique réalisé par la Nouvelle Droite au moyen de la rétorsion argumentative : faire de l'éloge de la différence, lieu commun de l'anti-racisme ordinaire, un argument néo-raciste...» (Eléments, hiver 1985, n° 56, p 42)

On comprend ainsi pourquoi ce parti se désigne comme "fédéraliste", ce que l'on traduit par chacun chez soi.

« Ainsi, c'est de l'honneur et de la survie de chaque peuple de refuser par tous les moyens la logique totalitaire de l'intégration. C'est en ce sens que nous nous sentons solidaires des Peuples d'Europe et du tiers-monde qui luttent chez eux contre la colonisation étrangère »

(Dossier immigration, p 14)

Une France "multiraciale" ne serait qu'une "informe macédoine", un "dépotoir multiracial", un "magma cosmopolite et déliquescant", une "mélasse multiraciale et indifférenciée". On peut constater qu'au delà de l'immigration "afro-maghrébine", les catégories visées par le rejet du PFF sont encore plus vastes puisqu'elles comprennent les "Français" et même jusqu'aux personnes qui ont un engagement politique qui ne correspond à l'"idéal" du PFF, de la droite à la gauche, rien de moins : « Potes et fransquillons, assimilateurs de droite et niveleurs de gauche, il nous faut vous rappeler que c'est vous qui êtes immigrés chez nous en Flandre » (Vlaamsaktie n°3, oct 85)

De toutes façons, la France n'est plus qu'une nation décadente (tout comme l'Europe) et la Flandre n'a plus rien à en espérer : « La société française est décadente et sent le cadavre...» (Dossier immigration, p 19)

« Comme les Romains de la Décadence, les peuples européens réclament "du pain et des jeux". En d'autres termes, ils revendiquent toujours plus d'argent, de loisirs et de jouissances, et toujours moins de travail. "Jouir" est devenu le leitmotiv d'un Peuple asservi au matérialisme et à l'individualisme...» (Dossier immigration, p 6)

Voilà donc l'insupportable pour le PFF, le matérialisme et l'individualisme. A propos de ces deux termes, on lira avec un grand profit le livre de Zeev Sternhell, Ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France (Seuil).

Mais heureusement, les Flamands ont su se préserver de la "décadence" générale. Comment ? Cela n'est pas dit explicitement, mais on peut l'attribuer selon la logique du PFF à leur origine germanique :

« Serons-nous demain les boucs émissaires de la décadence française... alors que nous sommes les dernières branches mentalement saines de ce pays » (Vlaamsaktie n°3, oct 85)

Au cours de ce dossier, il est remarquable de constater dans les citations le nombre de fois que le mot Europe apparaît. On peut se demander pourquoi. Une explication a été donnée plus haut par Eric Defoort. Voyons ce qu'en dit René Rémond : Selon lui l'un des objectifs de la Nouvelle Droite est de « défendre l'Europe de la culture et la culture de l'Europe contre toutes les barbaries, hier celle des peuples qu'on jugeait encore sauvages, aujourd'hui celle des idéologies totalitaires, demain peut-être celle de l'Amérique »

« Cette Europe n'est pas celle des Européens qui militèrent dans les années 50 pour édifier une Europe supranationale ; ce n'est pas l'Europe de Jean Monnet où la Nouvelle Droite ne verrait qu'une extension de l'Amérique et une dangereuse anticipation à l'échelle internationale de la société des multinationales. Ce n'est pas davantage l'Europe des socialistes, qui porterait les stigmates de l'utopie égalitaire et ne tarderait pas à sombrer dans le collectivisme. Ce n'est pas non plus l'Europe des démocrates chrétiens, suspecte de devenir instrument d'une volonté de domination cléricale. Cette Europe affublée du non d'indo-européenne, constitue, dans un système qui se veut scientifique, la part du rêve et de l'imaginaire. La prétention à la scientificité n'exclut pas, en effet, une singulière attirance pour le fabuleux et le merveilleux ».

On comprend ainsi pourquoi le PFF est si passionnément européen et s'inscrit en défenseur de la race blanche puisque avec l'immigration de "peuplades non-européennes" et le métissage "c'est la race blanche elle-même qui se suicide collectivement" (Dossier immigration)

Le terme d'"indo-européen" est une resucée du terme "aryen" inauguré par Max Müller vers 1860 (Léon Poliakov, le Mythe Aryen, p 200). Mais le PFF ne met pas à l'honneur le terme d'indo-européen mais celui de "germain" : « *L'immigration contemporaine concerne des peuplades extrêmement distantes ethno-culturellement des Germains que nous sommes* » (Dossier immigration, p 2)

Nous reviendrons plus loin sur la prétendue "distance ethnoculturelle". Mais cette citation est intéressante à un autre titre. En effet on voit bien que l'auteur fait la différence entre culture et ethnie. Ethnie est pris ici dans le sens de "race". Les Flamands formeraient donc une "race" à part. On a déjà vu que par opposition à la "race" française, celle-ci était "mentalement saine".

« *Son opération centrale (celle de la Nouvelle Droite) est la racialisation des lexiques de la culture, de la religion, des traditions et mentalités spécifiques. Le GRECE a ainsi produit une grande diversité de reformulations non biologisantes du "racisme". Celui-ci pourrait dès lors aussi bien se dénommer "ethisme", ethnisme", voire "culturalisme", si ces expressions n'étaient pas déjà dotées de significations relativement fixées* » (Pierre André Taguieff, Eléments, n° 56, p 42)

On peut rapprocher cette analyse de ce qu'écrit le PFF :

« *Notre "racisme à nous... est positif et source d'enrichissement pour chaque peuple : il s'appelle ethnisme* ».

(Vlaamsaktie n°3, oct 85)

« *La N.D. a enfin fourni les premiers modèles rhétoriques et les légitimations théoriques pionnières du déplacement de l'inégalité à la différence dans les modes dominants de racisation. Ce déplacement de focalisation entraîne une recentration de l'imaginaire raciste que la hantise du mélange, croisement inter-ethnique et "métissage culturel". On passe ainsi du Rang et de l'inégalité au Pur et à la différence. J'ai proposé de dénommer mixophobie la forme désormais dominante du "racisme", que ces visées d'exclusion se formulent dans le lexique du Sang (objet d'évitement depuis 1945) ou dans celui de la Culture.*

On peut parler de "néo-racisme" pour référer globalement aux formes différentialistes, mixophobiques et culturalistes du racisme. Celui-ci s'exprimant aujourd'hui de façon préférentielle dans la mouvance du national-populisme (Le Pen et le Front National)... » (Pierre André Taguieff, Eléments, n° 56, p 42)

L'un des grands thèmes de la Nouvelle Droite et du PFF est le thème de l'enracinement ou du réenracinement. En d'autres termes chacun plante se "racines" chez soi, il est strictement interdit d'aller les planter ailleurs, ou que quelqu'un vienne

les planter chez soi. L'absence de "racines", le "nomadisme" a même sur certains des conséquences physiques qui laissent perplexes surtout quand ce "nomadisme" risque de concerner les Flamands : « *Je n'ose à peine le reconnaître, mais l'origine tzigane de notre peuple me pèse sur l'estomac maintenant depuis plus d'un quart de siècle* ». (Jacques Fermaut, KFV Mededelingen n°3, éc 85)

La probabilité que le Peuple Flamand est composé d'immigré (même si cela date de temps très reculés) est une pensée insupportable pour le candidat du PFF aux élections cantonales de 1985 à Bierne. "Heureusement", suit dans le même texte une "démonstration" qui "prouve" sans rire que le Peuple Flamand se trouve sur son territoire depuis 2193 avant J.C. (sic). "Heureusement", cette même personne est 100% flamande : « *Je suis flamand... de parents eux-mêmes de langue et de souche flamande... j'ai épousé une flamande...* » (Profession de foi de J. Fermaut, élections cantonales, 10 mars 1985)

Ouf, Nous voilà rassurés.

Parmi les cibles favorites de la Nouvelle Droite et du PFF, nous trouvons, comme nous l'avons vu, le libéralisme et la gauche car chacune, à sa façon, est égalitariste (en tout cas prône l'égalité des individus et des peuples), alors que pour la Nouvelle Droite "les peuples ne sont ni semblables ni égaux" (René Rémond). Une troisième cible, qui est aussi attachée à l'égalité, c'est le Judaïsme et le Christianisme : « *Alain de Benoist (tête de file de la N.D.) considère que la pensée juive est à l'origine des idées égalitaristes : le messianisme juif est la matrice de toutes les utopies qui ont, au cours de deux millénaires, bouleversé l'ordre naturel des choses et ébranlé les sociétés. C'est la tradition judéo-chrétienne qui a inoculé à l'humanité cette chimère de l'égalité de tous les hommes et de tous les peuples* ».

(René Rémond)

Afin de se débarrasser de ces idées "dangereuses" la N.D. propose d'en revenir au paganisme et montre une particulière prédilection pour les vieilles divinités germaniques. Le Judaïsme et le Christianisme n'échappent pas à la chasse à tout ce qui est "étranger à l'Europe" : « *Au banc des accusés, cités plus haut, nous aurions pu faire comparaître les idéologies d'inspiration "judéo-chrétienne", originellement étrangère à l'Europe* » (Dossier immigration, p 11)

Cette position est d'autant plus surprenante qu'un certain nombre, il est vrai minoritaire, des membres du PFF font plutôt partie du courant catholique traditionaliste. Comment peuvent-ils se reconnaître dans ce type de discours même si pour le reste ils entrent en convergence parfaite ?

Il est fait référence plus haut au national-populisme du Front National et de Le Pen, ce type de nationalisme en fait plutôt du chauvinisme est proche de la Façon dont l'envisage le PFF mais il est transféré sur d'autres données géographiques.

Ce national-chauvinisme tourne le dos à la France qui n'est plus qu'une aire géographique et regarde vers les "frères" du Nord (Flandre belge et Pays-Bas). D'où l'importance pour le PFF et sa façade culturelle Menschen Lyk Wyder de l'enseignement du néerlandais dans le Nord de la France.

Il faut noter que les idées pan-néerlandaises considérées avec une extrême méfiance par les Néerlandais entrent en concordance avec celles des mouvements proches de l'Allemagne nazie pendant la seconde guerre mondiale (le Verdinaso, c'est à dire Vereniging der Dietse Nationaal-Socialisten, mouvement des nationaux-socialistes thiois, et du mouvement rexiste de Léon Degrelle qui vomissait l'"état croupion" de 1830 -la Belgique- et rêvait de réunir le Pays-Bas, la Belgique et le Nord de la France) en particulier en Belgique.

Alors, enfin, une idée qui n'a pas été prise dans le réservoir de la Nouvelle Droite, même si cette idée est d'extrême droite ? Pas du tout.

« La N.D. a fourni les principaux éléments d'une nouvelle légitimation du nationalisme quelles qu'en soient les formes : européennes, hexagonales (la Patrie identifiée à l'Etat-Nation), ethno-regionales. Légitimation essentiellement fondée sur la défense et l'éloge des "identités collectives" menacées et l'habillage culturaliste de l'impératif d'auto-défense ». P.A. Taguieff, *Eléments*, n°56, p 41)

« La N.D. se montre étrangement indifférente à la nation. Elle dilue l'histoire de France, hier bien sacré, absolu quasi-religieux pour les nationalistes, dans celle d'un ensemble composite et factice du nom d'européen ». (René Rémond)

Ceux qui auraient la présomption de s'élever contre toutes les idées qui viennent d'être décrites sont voués au gémonies et en sont réduits à être non seulement des adversaires idéologiques du PFF mais aussi de la Flandre et des Flamands : *« Le présent dossier est également un véritable défi lancé aux tenants du terrorisme intellectuel. Nous savons d'avance que nous nous attirerons la haine implacable de tous les ennemis de la Flandre et des Peuples européens »* (Dossier immigration, introduction signée RDM)

Les adversaires idéologiques du PFF qui se livrent à ce qu'il appelle le "terrorisme intellectuel" sont tous désignés, ce sont :

« Les adeptes du melting-pot universel »

« Les médias et les organisations humanitaro-mondialistes »

« Les organisations anti-racistes qui véhiculent les idées mondialo-gauchistes »

La Gauche, l'association Tegaere Toegaen désignée successivement comme un mouvement "socialo-communiste", "marxiste-léniniste" et "gauchiste"... en réalité tous ceux qui prône l'égalité (une des principes de la démocratie) que ce soit entre les individus ou entre les peuples.

Le PFF ne s'est pas seulement fixé pour objectif de lutter contre le "mélange racial" mais aussi contre le "terrorisme intellectuel" tel qu'il est défini ci-dessus :

« La véritable "bête immonde" (Brecht) qui accouchera d'un totalitarisme planétaire est une hydre à deux têtes : le terrorisme intellectuel et le mélange racial. »

(Dossier immigration, p20)

À noter que la "bête immonde" dont parlait Brecht, c'était le nazisme.

« Jamais jusqu'ici, un peuple n'a pu changer sa constitution mentale pour adopter celle d'un autre. » (Dossier immigration, p 6)

Cette idée du déterminisme psychologique, comme nous allons le voir, n'est pas nouvelle et est particulièrement intéressante si on la rapproche de ce qu'écrivait Le Bon dans "Les lois psychologiques de l'évolution des peuples" en 1894, un ouvrage qui a beaucoup inspiré Mussolini et Hitler (selon Zeev Sternhell).

L'auteur, Gustave Le Bon avait lui-même des sympathies fascistes et fit l'apologie de Mussolini.

Voici ce qu'en dit Zeev Sternhell (Ni Droite, ni Gauche, l'idéologie fasciste en France) analysant Le Bon : *« La vie d'un peuple, ses institutions, sa destinée ne sont que "le simple reflet de son âme", c'est à dire des "caractères moraux et intellectuels" qui "représentent la synthèse de tout son passé, l'héritage de tous ses ancêtres, les mobiles de sa conduite, car "chaque peuple possède une constitution mentale aussi fixe que ses caractères anatomiques", et des "caractères, fondamentaux, immuables" proviennent d'une "certaine structure particulière du cerveau"... »*

La proximité des citations est assez frappante pour devoir être notée. Un thème que l'on rencontre régulièrement dans les colonnes du Figaro Magazine ou dans la

bouche de certains hommes politiques de droite et d'extrême droite, c'est l'affirmation que les immigrés maghrébins ne pourraient s'intégrer dans la société française. Ainsi le PFF : « *La culture et la religion [des Africains et des Musulmans est] totalement étrangère à la civilisation européenne* » p 4. « *Les Maghrébins, les Africains et les Asiatiques, n'ont aucune racine commune avec nous, aucun patrimoine commun* » (p 2) Les immigrés non-européens sont des « *groupes trop différents incompatibles et inassimilables* ».

Cela semble vraiment un recul de civilisation considérable que d'avancer de telles affirmations totalement gratuites. Les immigrés et nous avons au moins un point commun, nous sommes tous des êtres humains et nous ne constituons pas des espèces différentes "incompatibles". Nous abordons ici une autre idée : la conception des peuples considérés comme des unités biologiques, incompatibles les unes avec les autres. Encore une idée de Le Bon citée plus haut. Mais le sommet de l'indigence est atteint avec ceci : « *les universitaires du Tiers-Monde viendraient se "blanchir" en épousant une française...* » (p 8)

Pour couronner le tout, le PFF prend des positions en ce qui concerne la démocratie qui ne surprendront personne, après ce qui a déjà été décrit. Celle-ci est décrite comme étant la "dictature du plus grand nombre" (p 9).

La démocratie serait-elle donc une forme de dictature ? le PFF serait-il anti-démocratique ?

Comme cela a déjà été décrit plus haut (p 37), la démocratie selon le PFF serait corruptrice, favoriserait la "décadence", postulerait la vie facile et les agréments, la réduction du temps de travail... Tout ceci est inacceptable pour le PFF.

On peut se demander pourquoi le PFF est si préoccupé par la "présence étrangère" chez nous. Car au delà de la simple dénonciation de ces phénomènes, l'exploitation de ce thème set un autre objectif. Cette campagne contre l'immigration permet de dépasser les clivages sociaux, les conflits d'intérêts et les contradictions idéologiques, de tenter de rassembler le peuple flamand (sur le dos des autres). La "nation flamande" se dessine ainsi en opposition au cosmopolitisme représenté par les immigrés. On espère qu'une réaction de défense viendra créer ou renforcer un sentiments national flamand. Les tendances anti-démocratiques, le rejet des classes sociales et le désir de constituer un corps social uni, la sujétion de l'individu à la communauté, la vision de la société comme un organisme biologique, le déterminisme, le rejet de tout ce qui est "étranger"... voilà bien des caractéristiques qui amènent à penser que le PFF, ainsi que les mouvements culturels derrière lesquels il se dissimule, est bien à situer à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Conclusion

Le lecteur du présent dossier s'étonnera peut-être de l'attention qui a été portée sur un mouvement qui demeure groupusculaire. Après tout, la première tentative d'apparition sur la scène politique du "parti" ne s'est-elle pas traduite par un échec lors des élections cantonales de mars 1985 ? Un candidat qui se présentait dans le canton le plus favorable (Bergues) n'a obtenu qu'un résultat proche de la nullité (1,82%). Il faut toutefois observer que ce détournement des aspirations régionalistes constitue un exemple parmi d'autres des influences et des récupérations exercées par la Nouvelle Droite, aidée en cela par un contexte idéologique actuellement favorable (crise économique et ses conséquences). De semblables évolutions pourraient être décrites dans des secteurs autres que régionalistes : culturels, économiques, sociaux.

Il ne faut pas s'y tromper, les protagonistes des événements qui viennent d'être décrits n'apparaissent nullement comme d'affreux extrémistes.

En réalité, dans l'hypothèse fortuite d'une rencontre, chacun sera surpris de découvrir des esprits tolérants, ouverts, modérés, des gens de dialogue et en face, toute pensée cohérente sera bien vite taxée d'idéologie. Telle est l'habileté de la stratégie et de la tactique de la Nouvelle Droite. Notre tâche de militants de la démocratie consiste donc à démasquer ce flamingantisme distingué.

Tegaere Toegaen espère y avoir contribué et souhaite que les lecteurs attachés à leur région, préoccupés par son devenir, n'en tireront pas des conclusions pessimistes. Ce dossier est conçu comme un instrument d'analyse critique afin que certains ne soient pas trompés. Les actions concrètes et positives ne manquent pas : l'entrée du flamand dans l'enseignement public, la publication du premier dictionnaire flamand, les recherches pour l'élaboration d'un plan de développement économique et social de la Flandre, la publication d'un journal bilingue... autant de réalités qui prouvent qu'une voie existe pour un régionalisme démocratique. Il s'agit simplement d'éviter les chemins douteux.

Bibliographie

Les prétentions allemandes sur les Pays-Bas Français, Bernard Doncler (Les PBF 1976)

Vital Celen (1887-1956) en Frans Vlaanderen, Dr Eric Defoort (Les PBF 1976)

Tien jaar kontakten met de Franse Nederlanden, André Demedts (Les PBF 1976)

Le "Testament spirituel" de Jean Marie Gantois, Dr Eric Defoort (Les PBF 1976)

"Revue des Flandres" (1906-1907), Dr Michiel Nuyttens (Les PBF 1980)

Brieven van J.-M. Gantois aan J.M. Perrot (1925-1943), Dr Eric Defoort (Les PBF 1981)

Priester-volksvertegenwoordiger Lemire (1853-1928) en het regionalisme, Dr Michiel Nuyttens (Les PBF 1982)

Accueil et influence de la revue "Le Beffroi" (1900-1913) de Léon Bocquet, Anna Mascarello-Georges (Les PBF 1983)

Een nieuwe kijk op Pro Westlandia, Dr M. Nuytens, Dr M. Somers (Les PBF 1984)

De Zuidelijkste Nederlanden, Jean-Marie Gantois (Oranje uitgave)

Un mouvement flamand séparatiste dans le Nord et le Pas-de-Calais sous l'occupation in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, Etienne Dejonghe

Une châtelaine flamande, Eric Defoort (Westhoek édition)

Les Collaborateurs, Pascal Ory (Seuil)

Le mythe aryen, Léon Poliakov (Calman-Lévy)

La droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme 1885-1914, Zeev Sternhell (Seuil)

Ni Droite, ni Gauche. L'idéologie fasciste en France, Zeev Sternhell (Seuil)

Les Droites en France, René Rémond (Aubier)

Eléments pour la civilisation européenne, Revue de la Nouvelle Droite, n° 56, hiver 1985

Plate-forme politique du PFF-VFP

KFV Mededelingen (Komitee voor Frans Vlaanderen)

MLW Mededelingen (Menschen Lyk Wyder)

Werkverslagen (PFF-VFP)

Vlaamsaktie, organe du PFF-VFP

Dossier immigration (PFF)

Aspects de la propagande allemande dans le Nord/Pas-de-Calais en 1940 (extrait) par Étienne DEJONGHE

in : MEMOR (mémoire de l'occupation et de la résistance en zone interdite) bulletin d'information n° 12 décembre 1990.

[...]

L'arme séparatiste

L'idée selon laquelle le Nord et le Pas-de-Calais étaient une ancienne marche germanique qu'il s'agissait de reconquérir n'était pas nouvelle. On la trouvait dans les ouvrages des auteurs pangermanistes du siècle précédent et, avant eux, dans les écrits de certains romantiques. Le chancelier Bethman-Hollweg et Stresemann l'avaient reprise en 1915 quand ils avaient voulu définir les buts de guerre de l'Allemagne impériale. La défaite de la France en 1940 réveilla les vieux appétits. La volonté de les satisfaire inspira les projets de traité de paix élaborés à la hâte, à Berlin au ministère de l'intérieur (projet Stuckart) et par les groupes industriels. De même le Deutschland Ausland Institut constitua en juillet 1940 un dossier sur les fondements et ethniques de l'État français dans lequel cartes et rapports prouvèrent à l'envi que la soi-disant grande nation n'était en fait qu'un assemblage artificiel de races diverses. Cela était vrai en particulier des départements du Nord où le vieux fond germanique avait été enrichi par l'apport de l'émigration belge et celle plus récente des polonais « Volksdeutsche » dont une mission avait découvert avec ravissement l'existence : « ils sont plusieurs milliers politiquement récupérables du fait que les mauvais traitements des français les ont à jamais guéris de toute fraternisation internationale ».

Sur le terrain, il est manifeste que les officiers et les administrateurs allemands, qu'il fussent ou non nazis, partageaient au début, les vues des extrémistes flamands. « Nous étions persuadés » confia plus tard le conseiller militaire Carlo Schmid au secrétaire de la Chambre de Commerce de Lille, « que nous étions en présence d'un pays flamand qu'il fallait rééduquer ». Avec stupeur, les habitants de la région découvrirent que les affiches allemandes apposées sur les murs étaient trilingues. Dans quelques Frontstalags, des prisonniers français d'origine flamande reçurent promesse d'être libérés contre reconnaissance de leur vraie nationalité. mais l'euphorie de la victoire semblait autoriser des expériences plus audacieuses. C'est ainsi que l'O.K.H. avait interdit le retour dans l'arrondissement de Dunkerque, des réfugiés portant un non à consonance latine et que l'O.F.K. songea un moment à installer dans sa circonscription des écoles néerlandophones, qui seraient servies pas des maîtres venus de Belgique. Bref, la conjoncture ne pouvait être meilleure pour l'abbé J.-M. Gantois décidé à relancer son mouvement séparatiste : le vlaamsch verbond van Frankrijk (la ligue flamande de France).

La relance du Vlaamsch Verbond van Frankrijk

Il existait depuis 1853 dans le Nord, un comité flamand de France, qui, comme toutes les sociétés savantes fondées à cette époque, cultivait l'amour de la « petite patrie », de sa langue et de sa religion. Composée de notables, soumise à l'influence du clergé qui lui fournissait ses membres les plus actifs et ses érudits les plus célèbres, il avait combattu la République centraliste et laïque, mais sa fidélité à la « Grande Patrie » était restée sans faille. Sa philosophie était en somme un mélange de Barrès

(l'enracinement) et de la morale traditionnelle (il y a une gradation dans l'amour : on aime d'abord sa famille, puis sa province, puis la France).

C'est en réaction contre ce comité, trop loyaliste et trop guindé à son goût, que l'abbé Jean-Marie Gantois, entouré de jeunes prêtres, avait créé en 1926 le Vlaamsch Verbond van Frankrijk. Son but originel ? redonner au peuple flamand de France, une conscience nationale ce qui impliquait une double exigence : débarrasser la ligue de la tutelle cléricale qui serait une entrave à son recrutement et à sa liberté d'action (c'est pourquoi Gantois se contenta du poste de secrétaire général, laissant la présidence et les autres fonctions à des laïcs) ; éviter le combat politique source de division, mettre l'accent sur le travail culturel, seul moyen de ranimer chez les flamands l'orgueil de leur appartenance. Mais les objectifs de l'association ne tardèrent pas à se radicaliser sous l'influence d'une part des mouvements flamingants de Belgique (le Verdinaso en 1931, le Vlaamsch National Verbond en 1932) d'autre part de la « Weltanschauung hitlérienne. En 1936, Gantois était devenu ouvertement séparatiste. Il appelait de ses vœux, la formation d'un "État Thiois", une grande Neerlande qui s'étendrait jusqu'aux rivages de la Somme et dont les fondements ne seraient plus la langue, mais la race, l'histoire et les données naturelles. Un ouvrage qu'il publia cette année là sous le pseudonyme d'Arnold Dedeene permet de mesurer dans quel sens avait évolué sa pensée.

Intitulé "Le règne de la race", ce livre défendait l'idée que la race deviendrait au XXe siècle le fondement des États et que cette révolution des temps modernes se ferait au profit du germanisme et par le germanisme, celui-ci entendu au sens le plus compréhensif du mot... Les Pays-Bas y auraient leur place. Cette conception raciale poursuivait-il, n'était en rien antichrétienne. Au contraire « c'est le racisme qui est dans la tradition du christianisme, c'est le racisme qui honore l'œuvre divine ». Ainsi que le proclame sagement un proverbe africain « li Bon Dieu en a fait li café et li lait, y en a pas fait le café au lait ». La théorie de la supériorité de la race aryenne dans l'ordre humain est l'évidence même. « Le baptême dote l'âme de prérogatives spirituelles inconnues dans son état antérieur, mais il ne saurait modifier en rien le sang et la race... un juif baptisé cesse d'être de religion israélite, mais il ne se transforme pas pour cela en occidental. Il reste ce qu'il est, un Sémite, un annamite chrétien reste un annamite ! un nègre baptisé n'en reste pas moins un nègre ». C'est pourquoi en s'opposant au mélange du sang et en prônant le chacun chez soi, l'Allemagne nouvelle revenait aux sources du germanisme dont les valeurs avaient toujours coïncidé avec les valeurs chrétiennes, car le germanisme avait été de tout temps le meilleur rempart du christianisme contre l'individualisme latin destructeur. Loin de sombrer dans le paganisme, comme l'en accusait avec légèreté l'Église romaine, le Reich d'aujourd'hui « se fondait en réalité sur le christianisme le plus solide et sur l'idée de Dieu ». A l'image de son chef qui ne cessait de se référer à la divine providence.

Si paganisme il y avait, c'était dans la République française qu'on le rencontrait. Et l'auteur de se livrer contre elle à une de ces charges qui deviendront coutumières sous l'occupation, y dénonçant tour à tour la statolatrie jacobine, la latinolatrie des intellectuels, « l'idéologie bassement démocratique de l'égalitarisme ethnique ». « Les avocats nègres siègent au Palais Bourbon, sont promus sous secrétaires d'État... Les jeunes gens à la caserne connaissent la honte de se mettre au garde à vous devant des fils d'esclaves... Ils sont livrés dans la fleur de l'âge au bon plaisir de brutes syphilitiques, à peine extraites de leur bled algérien et élevées au grade de sergents de l'armée française. Leurs sœurs sont promises en mariage à quelques

adonis congoléen, anthropophage dans sa jeunesse. Un vaste État noir se forme ainsi de Paris à Tombouctou ».

Bien entendu, Gantois se gardait bien de développer ouvertement ses thèses, dans la revue de l'association (le lion de Flandre). Elles y transparaissaient néanmoins. En outre ses déplacements et ses liaisons (avec les séparatistes bretons notamment) étaient suivis de près par les services de la sûreté, de sorte qu'en septembre 1939 la ligue fut dissoute et ses publications interdites.

L'invasion trouva l'abbé vicaire à la paroisse Notre Dame de Roubaix. Le 18 juin, alors que l'armistice n'était pas encore signé, celui-ci et le Docteur Pétri et son adjoint Reese du groupe « Volkstum und Kultur » de l'administration militaire de Bruxelles, à qui ils remirent un mémoire dans lequel ils développaient leurs thèses thioises. A leur grand dépit, l'autorisation de relancer le mouvement se fit attendre. C'est que le docteur Pétri, jugeant leur prétentions territoriales excessives et non fondées (elles s'étendaient bien au-delà du coin flamand jusqu'à l'Artois et le Boulonnais), avait émis un avis défavorable¹. En outre, les hostilités se prolongeant, le Führer avait interdit en septembre 1940, toute allusion dans la presse et autres médias au sort futur des régions subordonnées au commandement de Bruxelles. Il était en effet inutile d'alarmer outre mesure Vichy, au risque d'étouffer ses velléités collaboratrices. Le secrétaire du Vlaamsch Verbond van Frankrijk ne se découragea pas pour autant. puisque l'administration militaire éprouvait des réticences à son égard, il chercha et obtint l'appui d'autres instances : la Propaganda Abteilung et la section subversion de l'Abwehr. C'est par leur canal qu'il envoya directement à Berlin, début décembre un nouveau mémorandum accompagné de la fameuse lettre d'allégeance au Führer. À l'époque l'abbé avait sauté le pas. En novembre 1940, après une entrevue difficile avec le Cardinal, il avait abandonné ses charges pastorales (il est vrai que sa situation auprès de ses paroissiens était devenue intenable, il recevait des menaces de mort, des tracts le dénonçaient comme un « boche » et un « traître »). Début décembre, une note de l'Abwehr à la Militärverwaltung de Lille nous apprend que, Gantois ayant décidé de se consacrer à la politique, elle ne le comptait plus parmi ses « hommes de confiance » (V. Leute) et qu'il serait bon de lui accorder toutes facilités (laissez-passer permanents etc....) pour accomplir sa tâche.

Début 1941, l'autorisation tant désirée arriva, mais avec une nette réserve. Le mouvement pouvait renaître et relancer ses publications, à condition de se cantonner strictement au domaine culturel².

Les mois passants, les autorités d'occupation s'étaient en effet aperçues que si la carte de la « Flamenpolitik » était jouable en Belgique, il n'en allait pas de même dans le Nord de la France où la population entièrement "romanisée" avait perdu sa conscience « Volk » : vouloir la réveiller en pleine guerre n'aurait pour résultat que de susciter des désordres et de « gêner la Militärverwaltung dans sa mission ».

D'ailleurs, chaque fois qu'un incident ou un article réveillait tant soit peu la peur de

¹ — Sur cet épisode, consulter Éric Defoort, "Une démarche flamingante auprès de Hitler, 1940-1941, in "L'occupation en France et en Belgique 1940-1944", actes du colloque de Lille, Revue du Nord, tome 1, n° spécial hors série 1988.

² — Le mot "culturel" doit être entendu au sens large. Les attaques antifrancophones du lion de Flandre sont à notre connaissance, les plus violentes qui aient paru en France sous l'occupation. Pour en savoir plus, E. Dejonghe, "Un mouvement séparatiste dans le Nord et le Pas-de-Calais sous l'occupation" in Revue d'histoire moderne et contemporaine, janvier-mars 1970.

l'annexion dans les deux départements, le gaullisme et l'anglophilie, déjà plus forts ici qu'ailleurs, en profitaient. La situation était en 1941, devenue si tendue que l'O.F.K. avait jugé nécessaire de desserrer l'isolement de la zone interdite et d'autoriser une propagande « national-française », car même les partis collaborateurs (introduits en juillet) n'acceptaient pas que l'on « touche à la France une et indivisible ».

Le Vlaamsch Verbond van Frankrijk reprit donc ses activités et relança ses publications (le lion de Flandre, de Torrewachter - (le guetteur de la tour)) sous la surveillance méfiante de la Pro-sta de Lille. Il y eut souvent des litiges, mais chaque fois, Gantois fit appel à Bruxelles qui lui donna gain de cause.

Étienne DEJONGHE